

ПРИЛОЖЕНИЕ (Писмени отговори) - ANEXO (Respuestas escritas) - PŘÍLOHA (Písomné odpovědi) - BILAG (Skriftlige svar) - ANLAGE (Schriftliche Antworten) - LISA (Kirjalikud vastused) - ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ (Γραπτές απαντήσεις) - ANNEX (Written answers) - ANNEXE (Réponses écrites) - ALLEGATO (Risposte scritte) - PIELIKUMS (Rakstiskās atbildes) - PRIEDAS (Atsakymai raštu) - MELLÉKLET (Írásbeli válaszok) - ANNESS (Tweğiba bil-miktub) - BIJLAGE (Schriftelijke antwoorden) - ZAŁĄCZNIK (Odpowiedzi pisemne) - ANEXO (Respostas escritas) - ANEXĂ - PRÍLOHA (Písomné odpovede) - PRILOGA (Pisni odgovori) - LIITE (Kirjalliset vastaukset) - BILAGA (Skriftliga svar)

QUESTIONS AU CONSEIL

(La Présidence en exercice du Conseil de l'Union européenne est seule responsable de ces réponses)

QUESTIONS TO THE COUNCIL

(The Presidency-in-Office of the Council of the European Union bears sole responsibility for these answers)

Question no 13 by Gay Mitchell (H-0732/08)

Subject: Misuse of EU funds

The Bulgarian authorities, most notably chief prosecutor Boris Velchev, have admitted recently that cooperation with OLAF investigations into fraud and misuse of EU funds in that country needed to be improved upon and much swifter.

How does the Council plan to ensure that this expedient cooperation does occur?

How will the Council go about sending a strong message to current and future member nations that corruption has no place within the European Union and especially not relating to expenditure and distribution of European taxpayers' money?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'Union européenne est très attachée à la lutte contre la corruption. En témoignent notamment la Convention européenne du 26 mai 1997 relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne¹ ainsi que la décision-cadre 2003/568/JAI du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé². Il faut également y ajouter les différents instruments relatifs à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, notamment la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes³, et la décision même établissant OLAF. Une décision du Conseil relative à la création d'un réseau de points de contact contre la corruption est en outre à un stade très avancé d'examen⁴.

Dans ce cadre, le Conseil attache la plus haute importance à ce que la gestion des fonds de l'Union européenne dans les différents États membres se fasse en stricte conformité avec les règles communautaires applicables. A ce titre, le Conseil est régulièrement saisi de rapports et de propositions émanant de la Commission, qu'il étudie avec la plus grande attention. C'est ainsi que le Conseil attache grand importance au renforcement de la coopération entre l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et les États membres.

¹ JO C 195 du 25.6.1997, p. 2

² JO L 192 du 31.07.2003, p. 54

³ JO C 316 du 27.11.1995, p. 49

⁴ Doc. 11231/07

En 2005, le Conseil a adopté des conclusions dans lesquelles il "ENGAGE l'OLAF et les États membres à renforcer leur coopération afin de mieux coordonner leurs activités dans le domaine de la protection des intérêts financiers de l'UE et de la lutte contre la fraude; estime qu'il serait utile d'améliorer les procédures d'information à cette fin; partage l'analyse de la Cour des comptes concernant la possibilité de créer une structure spéciale qui se consacrerait aux opérations de coordination et d'assistance".

Ceci dit, il convient de rappeler que l'organisation du travail de l'OLAF, y compris les modalités pratiquées de sa coopération avec les États membres, relève de l'autonomie administrative de l'Office.

En ce qui concerne plus précisément la question de la gestion des fonds de l'Union en Bulgarie, celle-ci a fait l'objet d'un récent rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil⁵, qui est en cours d'examen dans les instances compétentes du Conseil.

Enfin, dans ses conclusions du 15 septembre 2008⁶, le Conseil constate que le mécanisme de coopération et de vérification mis en place pour la Bulgarie et la Roumanie représente un outil approprié et qu'il reste en place dans l'attente des résultats escomptés dans le cadre de celui-ci.

Le Conseil continuera à suivre avec attention l'évolution de ce dossier.

Întrebarea nr. 14 a doamnei Silvia-Adriana Țicău (H-0734/08)

Subiect: Promovarea zonelor de odihnă și a parcărilor sigure pentru șoferii ce efectuează transport de marfă

Transportul rutier deține o cotă de 72,2% din totalul transportului intercomunitar terestru de mărfuri. În transportul rutier european activează aproximativ 600 000 de întreprinderi și 4,5 milioane de angajați. De aici rezultă importanța acestuia pentru dezvoltarea economică a Uniunii. În aceste condiții, siguranța traficului rutier și îmbunătățirea condițiilor sociale ale șoferilor devin extrem de importante. Reglementările europene impun respectarea anumitor condiții privind timpul de condus, timpul de lucru și timpul de odihnă de către șoferi. Numărul de parcări sigure este însă insuficient. Statisticile Serviciului de raportare a incidentelor arată că în Uniune se înregistrează anual pierderi de 8,2 miliarde euro ca urmare a furturilor de mărfuri transportate, 70% din incidentele raportate având loc în perioada de staționare.

Doresc să întreb Consiliul care sunt măsurile și proiectele comunitare avute în vedere, pentru construcția de parcări sigure, în special pentru România și Bulgaria și cum sunt acestea reflectate în bugetul Uniunii.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

La construction d'aires de stationnement relève essentiellement de la compétence des États membres et n'a par conséquent pas fait l'objet de mesures communautaires. Toutefois, au chapitre "sécurité routière", le Parlement européen et le Conseil viennent de se mettre d'accord, en première lecture, sur une directive concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières⁷. Le Conseil a formellement adopté cette directive le 10 octobre.

Dans cette directive, le Parlement européen et le Conseil soulignent, qu'il importe qu'il y ait suffisamment d'aires de stationnement le long des routes, "non seulement pour prévenir la criminalité, mais aussi pour assurer la sécurité routière". Grâce aux aires de stationnement, les conducteurs peuvent se reposer en temps opportun, puis reprendre la route en possession de toutes leurs facultés d'attention. L'existence d'un nombre suffisant d'aires de stationnement sûres devrait donc faire partie intégrante de la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

À l'annexe de cette directive figure également, une disposition qui précise les critères pour l'aménagement d'aires de stationnement sûres. Les États membres sont encouragés à appliquer les critères susmentionnés, notamment pour la construction d'aires de stationnement sûres en nombre suffisant, afin d'améliorer la sécurité routière.

⁵ Doc. 12244/08 FIN 299 BUDGET 27 PECOS 17 FSTR 18 AGRISTR 18 AGRIFIN 64 COVEME 6 (COM(2008) 496 final du 23 juillet 2008).

⁶ Doc. 12678/08

⁷ Doc. PE-CONS 3652/08.

Question no 15 by Colm Burke (H-0736/08)

Subject: Food security in Ethiopia

The food security situation in Ethiopia has deteriorated to alarming levels in the wake of drought conditions throughout the country, according to the United Nations. Some 4.6 million people in Ethiopia are in need of food aid due to a combination of drought and high food prices, according to a statement issued by the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).

Can the Council inform as to how much assistance the EU and its Member States are presently giving to Ethiopia, and can food aid be boosted specifically given the present dire circumstances in this country?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

M. Burke, je me souviens, à l'occasion de nos échanges lors de la dernière plénière, que vous aviez effectivement exprimé votre attachement à une politique d'aide au développement ambitieuse. Sur le sujet particulier de la sécurité alimentaire en Ethiopie, sachez que la présidence du Conseil partage votre préoccupation. Vous faites état d'un communiqué du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires, selon lequel plus de 4.6 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire en Ethiopie. Depuis lors, les choses ont malheureusement pris une tournure plus grave encore. En effet, le 17 septembre dernier, le Gouvernement de l'Ethiopie a revu ce chiffre et il estime qu'il y a maintenant plus de 12 millions de personnes qui sont touchés par la sécheresse, phénomène dont les conséquences sont renforcées encore par la flambée des denrées alimentaires. Le nombre de personnes directement menacées par la famine et la malnutrition s'élèverait aujourd'hui à 6.4 million.

Face à cette situation, l'Union européenne réagit sur deux plans:

D'abord, par le biais de l'aide alimentaire d'urgence; Il s'agit de mesures d'urgence visant à répondre à court terme aux besoins des populations vulnérables.

puis, à plus long terme, la politique de développement de l'UE a mis en place des programmes pour assurer la sécurité alimentaire et permettre que le pays n'ait plus à terme recours à l'aide alimentaire.

En ce qui concerne l'aide alimentaire d'urgence, celle-ci prend la forme de dons à des partenaires tels que le Programme alimentaire mondial (PAM). Permettez moi de souligner que, parmi les 10 bailleurs les plus importants du PAM en 2008 pour la crise dans la Corne de l'Afrique, 5 proviennent de l'Union européenne. A titre indicatif, l'Union européenne a alloué à titre de l'aide alimentaire pour l'Ethiopie 28,7 millions d'euros en 2008 en ce qui concerne le PAM

Outre l'aide apportée par l'UE à travers le PAM, de nombreux Etats membres ont fourni une aide alimentaire à l'Ethiopie via d'autres mécanismes, tels que le Fonds central d'intervention des Nations unies pour les urgences humanitaires (CERF) ou le Fonds du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires pour l'Ethiopie.

De manière générale, il est prévu de renforcer très rapidement l'aide à la région, la Commission européenne ayant annoncé le 16 octobre dernier le déblocage de 15 millions d'euros supplémentaires d'urgence pour cinq pays de la Corne de l'Afrique victimes de la sécheresse et de la hausse des prix alimentaires.

Au total, plus de 10 millions de personnes devraient bénéficier de cette nouvelle enveloppe, dont 4, 6 en Ethiopie et le reste en Somalie, au Kenya, en Ouganda et à Djibouti. Jusqu'ici la Commission a octroyé au cours de l'année 2008 134,5 million d'euros d'aide humanitaire à la Corne d'Afrique – en plus de l'aide apportée au Soudan - dont 64 millions d'aide alimentaire. Toutefois, l'aide alimentaire de l'UE étant gérée par la Commission européenne, celle-ci devrait disposer d'informations plus précises à ce sujet.

Comme vous le voyez, l'aide apportée par l'UE couplée à celle des Etats membres à titre bilatéral ou dans le cadre d'organismes multilatéraux démontre la forte mobilisation de l'UE face à la situation humanitaire en Ethiopie.

Question no 16 by Aloyzas Sakalas (H-0737/08)

Subject: Reasons for not de-listing the People's Mojahedin of Iran (PMOI) from the Council's list of terrorist organisations

Since 2003, the People's Mojahedin of Iran (PMOI) organisation has been listed in the Council's list of terrorist organisations. This decision was based on a decision by the UK Home Office to include the PMOI in the UK list of proscribed organisations.

The PMOI has challenged the decision of the competent authority in the UK. As a result of judgements of the Proscribed Organisations Appeals Commission and the Court of Appeal, the PMOI was removed from the UK list of proscribed organisations in June 2008.

Since 24 June 2008, the Council decision has therefore been lacking the basis of a decision taken by a judicial authority or an equivalent competent authority. However, during its review of the list of terrorist organisations on 15 July 2008 the Council did not decide to de-list the PMOI. What are the reasons for the Council to keep the PMOI on its list of terrorist organisations?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Les décisions précédentes du Conseil inscrivant puis maintenant l'Organisation des Moudjahidines du Peuple d'Iran (OMPI) sur la liste antiterroriste européenne étaient motivées par son inscription sur la liste des organisations terroristes interdites au Royaume Uni.

Le gouvernement britannique ayant pris, le 24 juin, la décision de radier l'OMPI de cette liste, se posait la question de la radiation de cette organisation de la liste européenne.

Mais d'autres éléments ont été portés à la connaissance du Conseil qui a été conduit à conclure, le 15 juillet dernier, que l'inclusion de l'OMPI sur la liste européenne restait justifiée, conformément aux critères énoncés dans la position commune 2001/931/PESC.

Je veux souligner que cette décision du Conseil ainsi que l'exposé des motifs justifiant cette inclusion ont été portés à la connaissance de l'organisation. Dans ce contexte, et dans le respect des textes en vigueur, l'OMPI a été informée qu'elle avait la possibilité de demander le réexamen de cette décision et de former un recours devant le Tribunal de Première Instance des Communautés européennes.

C'est précisément la démarche adoptée par l'OMPI qui a décidé de faire appel de cette décision et d'introduire un recours le 21 juillet devant le TPI. Le dossier est actuellement en cours d'instruction, et il n'appartient pas au Conseil de commenter celle-ci.

Question no 17 by Sarah Ludford (H-0738/08)

Subject: Cross-border enforcement of road traffic offences

Considering the EU goals of creating an area of free movement, of common justice and of shared environmental objectives, does the Council agree that it makes sense for drivers who fail to respect local, regional or national traffic laws within the EU, for instance through non-payment of a road user charge, breach of a low emission or green zone, or driving or parking in a reserved bus or tram lane, to have a penalty enforced against them whatever their Member State of nationality or residence? What is the Council doing to progress that objective of comprehensive enforcement?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

La question du traitement des infractions routières commises par un citoyen européen sur le territoire de l'UE mais hors de son Etat d'origine constitue une priorité pour la présidence française en matière de transports.

La présidence entend s'appuyer sur la proposition de la Commission présentée en avril 2008. Cette proposition de directive du Parlement européen et du Conseil vise à faciliter l'application transfrontière de certains types d'infraction relevant de la législation des États membres dans le domaine de la sécurité routière (non port de la ceinture de sécurité, excès de vitesse, conduite en état d'ivresse et traversée d'un carrefour alors que le feu est rouge)⁸. Elle propose en particulier la mise en place d'un réseau d'échange de données électroniques dans l'ensemble de l'UE pour permettre d'identifier le propriétaire d'un véhicule, afin de permettre aux autorités de l'État membre où l'infraction a été commise de leur envoyer une notification quel que soit l'État de l'Union européenne dans lequel il se trouve. En effet, le fait que certains auteurs d'infractions n'ont pas leur résidence dans l'État membre où ces infractions sont constatées complique ou empêche l'enquête, les poursuites et l'application effective de sanctions.

Un premier échange de vues s'est tenu lors de la session du 9 octobre du Conseil des ministres en charge des transports. Il en est ressorti un large consensus sur la nécessité de mener rapidement à bien la discussion sur la proposition, qui doit nous permettre d'atteindre les objectifs fixés par le livre blanc sur la sécurité routière (division par deux du nombre de victimes sur les routes européennes à l'horizon 2010).

Par ailleurs, le Conseil a déjà adopté, dans le cadre du Titre VI du TUE, plusieurs actes visant à améliorer la coopération et l'échange d'informations entre les services de police et de justice des États membres, qui couvrent l'action publique contre les infractions routières, notamment:

la décision-cadre 2005/214/JAI concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires⁹. Cette décision a pour objet de garantir que les sanctions pécuniaires imposées dans un État membre soient exécutées dans l'État membre où la personne concernée a sa résidence habituelle, des biens ou des revenus;

la Convention relative aux décisions de déchéance du droit de conduire (1998)¹⁰;
la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres (2000)¹¹;
la décision-cadre 2006/960/JAI relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres¹²;
la décision relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière (2008)¹³ et la décision concernant sa mise en oeuvre¹⁴.

Cette décision comporte notamment des dispositions concernant la consultation automatisée transfrontalière de données relatives à l'immatriculation des véhicules.

Vraag nr. 19 van Koenraad Dillen (H-0743/08)

Betreft: Weigering verstrekking visum verkiezingsmissie Rwanda

Voor de verkiezingen van maandag 15 september in Rwanda heeft het Europees Parlement een delegatie waarnemers gestuurd, samengesteld volgens het systeem D'Hondt. Politici van verschillende strekkingen en nationaliteiten maken deel uit van deze delegatie. Ikzelf, niet-ingeschreven europarlementslid, maakte deel uit van deze delegatie. Vorig jaar was ik aanwezig op de jaarlijkse Europese Unie-ACP-bijeenkomst in Kigali en kreeg ik wel een visum. Zonder enige reden te willen opgeven - ondanks herhaald aandringen - heeft de Rwandese ambassade in Brussel echter geweigerd mij een visum te verstrekken, waardoor de delegatie met een man minder moesten vertrekken. De Rwandese regering bewijst hiermee dat zij zelf wil beslissen wie lid mag zijn van een verkiezingswaarnemingsmissie en ondergraaft daarmee de geloofwaardigheid van het Europees Parlement als onafhankelijke politieke instelling.

Hoe beoordeelt de Raad de houding van de Rwandese autoriteiten? Heeft de Raad gevraagd om welke reden Rwanda geen visum aan een lid van deze delegatie wilde verstrekken? Welke stappen zal de Raad bij de Rwandese autoriteiten in de toekomst ondernemen om een dergelijke willekeur te vermijden?

⁸ Doc. 7984/08 COM (2008) 151.

⁹ JO L 76 du 22.3.2005, p. 16.

¹⁰ JO C 216 du 10.7.1998, p. 2.

¹¹ JO C 197 du 12.7.2000, p. 3.

¹² JO L 386 du 29.12.2006, p. 89.

¹³ JO L 210 du 6.8.2008, p. 1.

¹⁴ JO L 210 du 6.8.2008, p.12.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil regrette le refus de visa par l'ambassade du Rwanda à Bruxelles à votre rencontre et sans que le motif de ce refus ait été expliqué. La Présidence du Conseil sur place et le Chef de la Délégation de la Commission européenne ont effectué des démarches auprès des autorités Rwandaises à Kigali au sujet de la non-délivrance de visa à certains des observateurs électoraux sélectionnés par la Commission européenne. Si cela a conduit à une amélioration substantielle de la situation, cela n'a malheureusement pas entraîné un effet positif pour le cas qui vous concerne.

Dans ses contacts réguliers avec le Rwanda, le Conseil continuera à souligner l'autonomie de l'action de l'UE, affaiblie par un tel refus de délivrer des visas aux personnes désignées pour participer aux missions de l'UE au Rwanda dans le cadre des relations entre l'UE et le Rwanda.

Pour éviter que d'autres missions d'observation électorale de l'UE soient confrontées à l'avenir à la même difficulté, le Conseil a encouragé la Commission à examiner les voies possibles. L'inclusion, dans les mémoranda d'entente conclus avec les États ayant sollicité l'envoi d'une mission d'observation, d'une clause de non-discrimination des observateurs de l'Union européenne pourra être envisagée.

Ερώτηση αρ. 20 του κ. Δημητρίου Παπαδημούλη (H-0747/08)

Θέμα: Προστασία των δικαιωμάτων των παλαιστινίων κρατουμένων σε ισραηλινές φυλακές

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο στο πρόσφατο ψήφισμά του (P6_TA(2008)0404) σχετικά με την κατάσταση των παλαιστινίων κρατουμένων σε ισραηλινές φυλακές τόνισε ότι: «περισσότεροι από 11 000 Παλαιστίνιοι, μεταξύ των οποίων εκατοντάδες γυναίκες και παιδιά, κρατούνται σε ισραηλινές φυλακές», εξέφρασε «τη βαθιά ανησυχία του για την κατάσταση των παλαιστινίων γυναικών και των ευπαθών κρατουμένων, οι οποίες, όπως αναφέρεται, υπόκεινται σε κακή μεταχείριση και δεν έχουν πρόσβαση στην ιατρική περίθαλψη» και κάλεσε το Ισραήλ «να εγγυηθεί την τήρηση ελάχιστων προτύπων σχετικά με τις συνθήκες κράτησης, να προσαγάγει σε δίκη όλους τους κρατούμενους, να θέσει τέρμα στη χρήση των "διαταγών διοικητικής κράτησης" και να εφαρμόσει επαρκή μέτρα για τους ανηλίκους και για τα δικαιώματα επίσκεψης των κρατουμένων, σε απόλυτη συμμόρφωση με τα διεθνή πρότυπα, συμπεριλαμβανομένης της Σύμβασης για τα δικαιώματα του παιδιού και της Σύμβασης του ΟΗΕ κατά των βασανιστηρίων...».

Ποιες ενέργειες έχει ήδη αναλάβει το Συμβούλιο για την προστασία των δικαιωμάτων των παλαιστινίων κρατουμένων στις ισραηλινές φυλακές και ιδιαιτέρως των παιδιών, καθώς και ποιες προτίθεται να αναλάβει για να ανταποκριθεί στο ψήφισμα του Κοινοβουλίου;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Comme nous en avons déjà débattu ensemble ici en plénière au mois de juillet dernier, permettez-moi de vous confirmer à nouveau combien l'UE est présente sur ce dossier. En effet, à tous les niveaux, l'UE continue de faire part à Israël des vives préoccupations que lui inspire la situation en matière de droits de l'homme : elle le fait à chaque réunion de haut niveau entre les deux parties et lors des réunions consacrées au dialogue politique.

Ces réunions sont l'occasion d'examiner tous les sujets :

- le respect des droits de l'homme, y compris la liberté de religion et de conviction;
- l'extension des colonies;
- le droit humanitaire international; et
- la détention administrative, y compris des dossiers individuels – c'est le point que l'Honorable Parlementaire a expressément évoqué.

Sur la question précise des enfants, la troisième réunion du groupe de travail informel UE-Israël sur les droits de l'homme, qui a eu lieu le 30 avril 2008, a permis d'examiner plus en détail toute une série de questions comme la situation des minorités, les défenseurs des droits de l'homme et les droits des enfants. L'UE a réaffirmé à cette occasion la nécessité d'assurer un suivi approprié de ces questions.

De manière générale, l'UE considère qu'il est vital de maintenir le contact à travers tous les canaux diplomatiques et politiques. L'UE a toujours privilégié la voie du dialogue. Un dialogue sur le respect du droit international et du droit humanitaire, mené dans un esprit constructif selon les dispositions prévues par les traités conclus avec Israël, constitue la méthode la plus efficace pour faire passer les vues et les messages de l'UE sur tous les sujets de préoccupation.

Le 16 juin dernier, lors du 8^{ème} conseil d'association UE-Israël, des discussions ont eu lieu en vue du rehaussement de la relation UE-Israël. Dans ce cadre, le dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et Israël est un élément essentiel de ce processus puisque l'UE propose de créer un sous-comité sur les droits de l'homme dans le cadre de l'accord d'association; ce sous-comité remplacerait le groupe de travail informel existant. Cette initiative avait été accueillie favorablement par votre Assemblée, ce qui démontre notre approche commune de la situation.

Question no 21 by Christopher Heaton-Harris (H-0749/08)

Subject: EU funding

Why is the Lisbon Treaty necessary at all? The Draft EU budget for 2009 shows that the Commission continues to fund the new measures contained in the unratified Treaty, despite the fact that no legal base exists, so if this is possible then why is the Treaty actually required?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Il n'appartient pas au Conseil de commenter le traité de Lisbonne, signé par les États membres, et dont le processus de ratification n'a pas été achevé.

Néanmoins, l'attention de l'Honorable Parlementaire est attirée sur les conclusions du Conseil européen du 19-20 juin 2008¹⁵, aux termes desquelles le traité de Lisbonne a pour objectif d'aider l'Union à agir plus efficacement et de manière plus démocratique.

Question no 22 by Nirj Deva (H-0751/08)

Subject: Comments from Giscard d'Estaing regarding the Lisbon Treaty

Does the Council Presidency agree with the comments from Valéry Giscard d'Estaing that countries who do not wish to adopt the Lisbon Treaty could simply have a different type of membership of the European Union, leading to a so-called 'two-speed' Europe?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Il n'appartient pas au Conseil de commenter les affirmations des personnalités politiques.

¹⁵ doc. 11018/08

Question no 23 by Martin Callanan (H-0753/08)

Subject: Lisbon Treaty

Does the Council Presidency believe that the people of other Member States - for example France - would have rejected the Lisbon Treaty in a referendum, had they been granted one?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Il est rappelé que les États membres ratifient les modifications aux traités conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Si une telle ratification se fait par voie référendaire, il appartient à l'État membre concerné de tirer les conséquences qui découlent des résultats du référendum.

Il n'appartient pas au Conseil d'émettre des hypothèses sur la question posée par l'Honorable parlementaire.

Ερώτηση αρ. 25 του κ. Αθανασίου Παφίλη (H-0758/08)

Θέμα: Άσκηση "ΕΥΡΩΠΗ-II/2008" στην Ελλάδα

Ολοκληρώθηκε την περασμένη εβδομάδα στην Ελλάδα, στην περιοχή Ασκός - Προφήτης της Θεσσαλονίκης, στρατιωτική άσκηση της υπό ελληνική διοίκηση "Ομάδας Μάχης" (Hellbrock) του λεγόμενου ευρωστρατού, με την επωνυμία "ΕΥΡΩΠΗ-II/2008", στο σενάριο της οποίας περιλαμβάνονταν -όπως αποκαλύφθηκε και από φωτογραφίες που δημοσιεύτηκαν στον ελληνικό τύπο- η αντιμετώπιση από το στρατό διαδηλωτών που κρατούσαν πανό με το σύνθημα "EU go home" (ΕΕ έξω από εδώ) !

Ερωτάται το Συμβούλιο πώς τοποθετείται απέναντι σε τέτοιου είδους ασκήσεις στρατιωτικών δυνάμεων της ΕΕ; Θεωρεί ως δικαίωμα κάθε λαού, εντός ή εκτός ΕΕ, να εκφράζει δημόσια τις απόψεις του, στις οποίες περιλαμβάνεται, φυσικά, η αντίθεση στην πολιτική της και η αμφισβήτηση της κυριαρχίας της;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil rappelle que, non seulement la réalisation de ce type d'exercice est une responsabilité nationale, mais aussi que l'Eurocorps n'est pas une structure rattachée à l'union européenne.

Question n° 26 de Marie Anne Isler Béguin (H-0760/08)

Objet: Suite de l'arrêt rendu le 12 juillet 2005 par la Cour de justice européenne

En raison du non-respect de la réglementation européenne relative à la taille des poissons pêchés, la Cour de justice européenne a condamné, par arrêt du 12 juillet 2005, la France à verser une amende de 20 millions d'euros et une astreinte semestrielle de 57,8 millions d'euros.

À quelle date la France s'est-elle mise en conformité avec les décisions de l'arrêt? En fonction de cette date, je souhaiterais également connaître le montant détaillé de l'amende et des astreintes payées par la France.

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Honorable madame la parlementaire, en ma qualité de président du Conseil, je ne me sens pas fondé à vous répondre car il n'appartient pas au Conseil de se prononcer sur la mise en œuvre, par un État membre, d'un arrêt de la Cour de Justice. En tant que ministre français, je peux vous assurer que la France a pleinement respecté l'arrêt rendu.

Pergunta nº 27 do Ilda Figueiredo (H-0762/08)

Assunto: Direitos dos cinco patriotas cubanos presos nos EUA

Como é conhecido, os EUA mantêm prisioneiros, em cadeias americanas, cinco patriotas cubanos - Gerardo Hernández, René González, Ramón Labañino, Fernando González e Antonio Guerrero - há cerca de dez anos (desde 12.9.1998). São cinco cidadãos cubanos que se limitaram a defender o seu país e o seu povo e que têm sido vítimas de inúmeras situações de ilegalidades.

Entretanto, continuam a ser desrespeitados os direitos humanos básicos, designadamente o direito de visita de familiares. Recorde-se que também não foi permitida a visita que alguns deputados do PE lhes quiseram fazer, incluindo eu própria.

Que ações pensa realizar o Conselho para fazer chegar à Administração dos EUA a sua posição sobre o incumprimento dos mais elementares direitos humanos, os cruéis impedimentos e as restrições quanto à realização de visitas de familiares aos cinco detidos?

Já fez o Conselho chegar à Administração dos EUA a sua posição quanto ao impedimento de visita aos cinco patriotas cubanos de que foram vítimas os deputados do Parlamento Europeu, incluindo eu própria?

Ερώτηση αρ. 28 του κ. Γεωργίου Τούσσα (H-0773/08)

Θέμα: Άμεση απελευθέρωση των πέντε κουβανών πατριωτών

Συμπληρώνονται ήδη δέκα χρόνια από την σύλληψη στις ΗΠΑ των πέντε κουβανών πατριωτών Γκεράντο Χερνάντεζ, Αντόνιο Γκερέρο, Ραμόν Λαμπανίνο, Φερνάντο Γκονζάλεζ και Ρενέ Γκονζάλεζ - με χαλκευμένες, ανυπόστατες κατηγορίες - που συνεχίζουν να κρατούνται στις φυλακές των ΗΠΑ, κατά παράβαση βασικών κανόνων δικαίου, κάτω από βάντσες συνθήκες κράτησης, με απαγόρευση επίσκεψης ακόμη και στους συγγενείς τους, καθώς και σε επιτροπή ευρωβουλευτών η οποία επίσημα είχε ζητήσει να τους επισκεφθεί.

Οι ΗΠΑ παραβιάζουν βασικά ανθρώπινα δικαιώματα των πέντε φυλακισμένων, αλλά και γενικότερα θεμελιώδεις αρχές του διεθνούς και ανθρωπιστικού δικαίου.

Καταδικάζει το Συμβούλιο τη συνεχιζόμενη παράνομη φυλάκιση των πέντε Κουβανών;

Ποια είναι η θέση του Συμβουλίου στις εκκλήσεις εθνικών κοινοβουλίων, διεθνών και εθνικών μαζικών φορέων για την άμεση απελευθέρωση των πέντε φυλακισμένων κουβανών πατριωτών;

Réponse commune

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'Union européenne rappelle son opposition à toute détention arbitraire et déplore toute situation où les droits de l'homme et le respect des personnes ne sont pas suffisamment garantis.

Le Conseil est conscient du fait que, dans certains cas, les autorités des Etats-Unis d'Amérique n'ont pas permis à des membres des familles des prisonniers, ou à d'autres personnes, y compris des membres du Parlement européen, de contacter les cinq ressortissants cubains emprisonnés sous l'accusation d'espionnage par les autorités américaines. Toutefois, selon le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, la majorité des parents des détenus se sont vus octroyer des visas pour rendre visite à leurs proches.

Question no 30 by Syed Kamall (H-0767/08)

Subject: Markets

Does the Council Presidency agree with me that free trade is a good thing, and that government intervention in markets – including by the EU – is a bad thing? Does the Council further agree that one of the major flaws of the Lisbon Treaty is that it does not endorse this principle?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil croit, tout comme vous Honorable Parlementaire, à l'économie de marché. Elle est au cœur de la démarche communautaire, comme le rappelle l'article 4 du Traité instituant la Communauté européenne qui appelle au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

La crise financière que nous connaissons aujourd'hui nous vient cependant nous rappeler que le marché peut être défaillant, s'il n'est pas soumis à des disciplines et à des règles. Il ne s'agit pas ici d'un débat idéologique, mais d'un constat : il est des cas où l'intervention publique est nécessaire, pour garantir que le marché fonctionne de façon efficace, responsable et bénéfique à la croissance.

En ce qui concerne le traité de Lisbonne, il convient de rappeler qu'il n'est pas encore entré en vigueur et qu'il n'appartient pas au Conseil de l'interpréter.

Pregunta nº 31 formulada por Mikel Irujo Amezaga (H-0768/08):

Asunto: Listas negras del Reglamento (CE) nº 881/2002

La sentencia de 3 septiembre de 2008 (asuntos acumulados C-402/05 P y C-415/05 P) procedió a anular, en lo que respecta al Sr. Kadi y a Al Barakaat International Foundation, el Reglamento (CE) nº 881/2002¹⁶.

La sentencia recordaba que «los procedimientos aplicables deben ofrecer también a la persona afectada una oportunidad adecuada para exponer su caso a las autoridades competentes», algo que en esta circunstancia no se daba.

¿Puede garantizar el Consejo que la inclusión de personas jurídicas, grupos y entidades en el Anexo del citado Reglamento se realiza respetando escrupulosamente los derechos básicos de ciudadanos y organizaciones?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Permettez-moi tout d'abord de ne pas faire mienne l'appellation de « liste noire » s'agissant du dispositif européen de sanctions visant les personnes et entités appartenant ou associées à al-Qaïda ou aux Talibans, qui transpose les décisions de sanctions prises par le Comité 1267 du Conseil de Sécurité des Nations unies. Il s'agit là d'un mécanisme mettant en

¹⁶ DO L 139 de 29.5.2002, p. 9.

œuvre certaines restrictions qui visent avant tout à prévenir des actes de terrorisme. Ces listes sont connues, publiques, tout comme les mesures qu'elles entraînent.

S'agissant des affaires jointes concernant M. Kadi et la fondation Al-Barakaat, le Conseil a pris bonne note de l'arrêt de la Cour de justice du 3 septembre 2008. Afin de respecter les droits de la défense évoqués par la CJCE, les informations justifiant une inscription sur la liste de sanctions européenne visant les personnes et entités appartenant ou associées à al-Qaïda ou aux Talibans seront communiquées aux intéressés. En réponse, M. Kadi et la fondation Al-Barakaat pourront ainsi faire valoir des observations.

Le Conseil examinera en outre les modifications pouvant être apportées à la procédure de transposition européennes des sanctions des Nations Unies visant les personnes et entités appartenant ou associées à al-Qaïda ou aux Talibans. En tout état de cause, le Conseil va veiller à ce que les mesures qu'implique l'exécution de l'arrêt soient prises dans un délai approprié.

Anfrage Nr. 32 von Bernd Posselt (H-0771/08)

Betrifft: Zeitplan für EULEX

In Beantwortung meiner mündlichen Anfrage H-0647/08¹⁷ hat der Rat die Ansicht vertreten, dass die Stationierung der EULEX-Mission die Lage im Norden des Kosovo „entscheidend verbessern“ würde. Woran liegt es, dass die Stationierung von EULEX in allen Teilen des Kosovo so langsam vor sich geht, wie sieht der Zeitplan bis zum Ende des Jahres aus, und wann wird nach Ansicht des Rates EULEX voll arbeitsfähig sein und UNMIK ganz oder weitgehend ablösen können?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le déploiement d'EULEX a été retardé en raison du processus de reconfiguration de la MINUK, qui n'a été décidé qu'en juin 2008. Par ailleurs, le déploiement de la mission dépend également du transfert de locaux et d'équipements de la MINUK. Or l'accord de principe sur ce transfert n'est intervenu que le 18 août, et la mise en œuvre est singulièrement lente en raison de procédures administratives complexes, tant au niveau des Nations unies, qu'au niveau européen.

Le Conseil a décidé le 21 septembre de relancer le déploiement de la mission, par vagues hebdomadaires d'environ 100 personnes. Fin octobre, la demande de déploiement des Unités de police intégrées (UPI) sera également envoyée, pour une intégration dans la mission fin novembre. Enfin, le personnel sélectionné pour EULEX, qui est actuellement engagé au sein de la MINUK, devra être transféré à la mission fin Novembre.

A ce jour, environ 300 postes sont encore vacants. Les Etats Membres et les cinq Etats tiers contributeurs ont été récemment sollicités à nouveau cette semaine avec un appel à faire leurs contributions d'urgence, afin de permettre de couvrir les lacunes constantes à l'heure actuelle. Le Conseil a également décidé d'inviter un autre Etat tiers, le Canada, à rejoindre la mission.

Si le déploiement se déroule comme prévu et si les procédures d'acquisition et de reprise des équipements nécessaires sont traitées avec la célérité requise par le Conseil, début décembre la mission aura atteint sa capacité opérationnelle initiale et pourra assumer les responsabilités inscrites à son mandat.

¹⁷ Schriftliche Antwort vom 23.9.2008

Interrogazione n. 33 dell'on. Gianluca Susta (H-0775/08)

Oggetto: Caso delle scarpe

In Italia, durante l'ultima settimana di settembre la Guardia di Finanza ha sequestrato 1.700.000 calzature. Le scarpe sequestrate recavano marchi contraffatti, e 84.000 di esse avevano impressa la dicitura ingannevole "made in Italy". In molte è stata trovata in percentuali allarmanti una sostanza cancerogena, il cromo esavalente.

Quale giudizio dà il Consiglio del suddetto episodio e quali misure intende adottare per impedire simili episodi? Intende il Consiglio sollecitare la Commissione ad aprire con maggiore frequenza le procedure antidumping contro la Cina? Ritieni il Consiglio di dover rafforzare gli standard qualitativi dei prodotti mediante l'approvazione della proposta di regolamento (COM(2005)0661) della Commissione del dicembre 2005 sull'obbligatorietà del marchio d'origine sulle merci importate da paesi terzi? Ritieni il Consiglio di dover sollecitare la Commissione ad avanzare proposte legislative e/o a modificare in senso più restrittivo la normativa vigente relativamente alla tracciabilità e agli standard igienico-sanitari dei prodotti tessili, calzaturieri, cosmetici, orafi e similari "fatti" nei paesi extra UE?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

La contrefaçon est un véritable fléau qui menace la compétitivité des entreprises européennes, la santé et la sécurité des consommateurs. Face aux proportions inquiétantes que prend ce phénomène, la présidence française a récemment lancé une initiative sous la forme d'une résolution sur un plan européen global de lutte contre la contrefaçon et le piratage qui a été adoptée le 25 septembre dernier au cours du Conseil compétitivité. L'Union européenne va ainsi mettre en place un observatoire européen de la contrefaçon et du piratage, appuyé sur les structures existantes de la Commission ; des actions de communication et de sensibilisation auprès des consommateurs seront renforcées, de même que seront développés des accords de partenariat public-privé pour promouvoir la collaboration entre professionnels.

La lutte contre la contrefaçon est indispensable à la compétitivité de nos entreprises. C'est pour cette raison que la Commission et les Etats membres se sont engagés dans la négociation d'un accord commercial plurilatéral de lutte anti-contrefaçon (ACTA, Anti-Counterfeiting Trade Agreement) avec d'importants partenaires, aux premiers rangs desquels les Etats-Unis et le Japon. Ce projet d'accord, qui renforcera la coopération internationale existante, a vocation à rallier à terme les grands émergents, dont la Chine. Les accords bilatéraux avec les pays tiers que l'Union est amenée à conclure prévoient des clauses relatives à la protection de la propriété intellectuelle. La coopération internationale sera également renforcée dans des enceintes comme l'OMC et à travers le G8. Nous avons déjà obtenu de bons résultats avec les douanes américaines en réalisant d'importantes saisies et nous devons poursuivre

En ce qui concerne la Chine, les choses s'améliorent également. Les Chinois ont réformé leur dispositif légal et réglementaire et mis en place des contrôles aux exportations. S'il reste à la Chine encore beaucoup à faire - et nous serons particulièrement vigilants sur ce point -, il faut néanmoins saluer les efforts que ce pays est disposé à entreprendre pour se doter d'une législation pertinente et mettre en œuvre celle-ci de manière efficace. Dans ce contexte, l'adoption d'un plan d'action douanier conjoint UE-Chine devrait pouvoir être saluée à l'occasion du sommet UE-Chine du 1er décembre 2008.

S'agissant des procédures antidumping, comme vous le savez, leur mise en œuvre est conditionnée avant tout par une plainte de l'industrie communautaire concernée. Il appartient ensuite à la Commission de déclencher une enquête et de vérifier si le dumping est effectivement caractérisé. Donc, le nombre de plaintes conditionne le nombre d'enquête et il est nécessaire que les entreprises soient mieux informées sur ce point. On peut regretter, comme elles l'ont souligné elles-mêmes lors d'une récente étude menée en Europe sur ce sujet, que les procédures actuelles soient lourdes, longues et souvent incertaines. Nous ne devons pas décourager les entreprises qui s'estiment lésées par des comportements anticoncurrentiels de se tourner vers les institutions européennes pour rétablir une concurrence loyale. Pour les y inciter, il est sans doute nécessaire de les aider, de faciliter leurs démarches, d'alléger et d'accélérer les procédures, tout en maintenant un niveau très élevé d'exigence dans la lutte contre le dumping, d'où qu'il vienne.

En ce qui concerne l'indication du pays d'origine de produits importés, et à ce jour, la Communauté européenne n'a pas de législation sur le marquage de l'origine de produits industriels importés de pays tiers ("made in"). Au cours de la consultation organisée par la Commission en 2004, certains Etats membres et divers organismes intéressés (industries, syndicats, consommateurs et autres institutions) s'étaient en effet déclarés de plus en plus préoccupés par l'incidence croissante de marques d'origine trompeuses et/ou frauduleuses figurant sur des produits importés et avaient demandé que soient établies des règles imposant le marquage de l'origine des importations et/ou des produits UE. La proposition présentée en 2005 par la Commission permettait d'envisager de déterminer au moins partiellement l'origine d'un produit en fonction de règles douanières. Toutefois, comme vous le savez, les conditions politiques et juridiques pour l'adoption de

cette proposition ne sont toujours pas réunies. Cela nécessite sans doute encore que nous y travaillions car un tel projet a besoin d'un consensus. Je tiens d'ailleurs à souligner que le Conseil a bien pris note de la déclaration sur le marquage adopté par le Parlement européen en novembre 2007¹⁸.

S'agissant de la réglementation en matière de traçabilité et de normes d'hygiène et sanitaires, il appartient à la Commission de soumettre des propositions dans ce domaine.

Ερώτηση αρ. 34 της κ. Ρόδης Κράτσα-Τσαγκαροπούλου (H-0778/08)

Θέμα: Ιατρικοί έλεγχοι κατά την είσοδο και διαμονή μεταναστών σε έδαφος της ΕΕ

Σύμφωνα με την έκθεση «Υγεία και Μετανάστευση στην ΕΕ» της Πορτογαλικής Προεδρίας (2ο εξάμηνο 2007), οι μετανάστες και οι πρόσφυγες που φτάνουν στην ΕΕ εμφανίζουν σε υψηλότερο ποσοστό ασθένειες, μεταδοτικές ή μη, που είτε τις φέρουν μαζί τους από τις χώρες προέλευσης, είτε τις αναπτύσσουν αργότερα λόγω της ξαφνικής αλλαγής περιβάλλοντος ή των δυσμενών συνθηκών ζωής στις χώρες υποδοχής.

Με βάση τα δεδομένα αυτά καθώς και τα από Δεκεμβρίου 2007 συμπεράσματα του Συμβουλίου και με αφορμή την ανησυχία των τοπικών πληθυσμών για τη δημόσια υγεία σε περιοχές που δέχονται κύματα λαθρομετανάστευσης.

Ερωτάται το Συμβούλιο: Ποιες από τις προτάσεις της Πορτογαλικής Προεδρίας εφαρμόστηκαν; Ποιες είναι υπό εξέταση; Ποια η κατάσταση στις χώρες της ΕΕ σήμερα και ποιες δράσεις αναπτύσσονται ή σχεδιάζονται στην ΕΕ σχετικά με το θέμα των ελέγχων και της αντιμετώπισης ασθενειών κατά, αλλά και μετά, την είσοδό τους στις χώρες υποδοχής; Τι προβλέπεται ή σχεδιάζεται για την προστασία της υγείας όσων εργάζονται σε χώρους φιλοξενίας μεταναστών;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'importance de la question soulevé par l'honorable membre a été reconnue par le Conseil, dans ses conclusions du 6 décembre 2007¹⁹ sur la santé et la migration. Dans ces conclusions, le Conseil a entre autres invité les États membres à faciliter l'accès aux soins de santé pour les migrants et à veiller à ce que ceux-ci soient en mesure d'accéder aux soins de santé conformément aux instruments communautaires, internationaux et nationaux en vigueur.

Dans ces mêmes conclusions, le Conseil a rappelé que l'article 152 du traité instituant la Communauté européenne dispose qu'un niveau élevé de protection de santé est assuré par la communauté, pour autant que l'action communautaire dans le domaine de la santé publique tienne pleinement compte des compétences des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux et ne puisse donc venir qu'en complément des politiques nationales.

C'est ainsi qu'une stratégie au niveau de la Communauté Européenne en matière de contrôle de la santé des migrants de leur arrivée n'est pas prévue, étant donné qu'elle relève plutôt de la compétence des États Membres.

C'est pour cette raison que la question de la protection de la santé des personnes travaillant dans les lieux d'accueil des migrants et des réfugiés n'a jamais fait l'objet d'une législation communautaire spécifique. Ceci dit, la directive 89/391/CEE²⁰, et notamment son article 6, impose à l'employeur une obligation générale d'évaluer tout risque auquel les travailleurs peuvent être exposés et de prendre les mesures nécessaires pour la protection de leur santé et de leur sécurité.

En outre, la santé des migrants et leur accès aux soins est une préoccupation prise en compte par le Conseil, notamment dans ses derniers travaux. La directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, adoptée le 18 juin dernier, prévoit notamment :

– l'obligation de prendre en compte « l'état de santé du ressortissant concerné d'un pays tiers » (art. 5) lors de la mise en œuvre de la directive ;

¹⁸ Déclaration 0075/2007

¹⁹ Doc. 15609/07.

²⁰ Directive 89/391/CEE du Conseil concernant la mise en oeuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail.

– la nécessité pour les Etats membres de garantir aux migrants, dans l'attente de leur retour, « les soins médicaux d'urgence et le traitement indispensable des maladies » (art. 14), en particulier lorsqu'ils sont placés en rétention (art. 16).

En outre, la proposition de directive du Conseil établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un État membre, en cours de négociation, inscrit parmi les droits dont les ressortissants de pays tiers doivent bénéficier de façon équivalente aux citoyens de l'Union européenne le fait de bénéficier d'un environnement de travail sûr et inoffensif pour sa santé (art. 12).

Pergunta n° 35 do Pedro Guerreiro (H-0781/08)

Assunto: A defesa da produção e do emprego no sector do têxtil e do vestuário em diferentes países que integram a União Europeia

Tendo em conta que a União Europeia e a China acordaram num sistema comum de vigilância relativamente às exportações de certas categorias de produtos têxteis e de vestuário deste país para os países que integram a UE, e face à aproximação da data de 31 de Dezembro de 2008, pergunto ao Conselho como pensa evitar, após 2008, a situação ocorrida em 2005, caracterizada pelo crescimento exponencial das importações de têxteis e vestuário oriundas da China?

Pensa propor a prorrogação do mecanismo de dupla vigilância para além de 31 de Dezembro de 2008? Qual o ponto de situação quanto à proposta de regulamento relativa à indicação "fabricado em"?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil est pleinement conscient que nous arrivons bientôt au terme de l'application du protocole d'accord entre la Commission européenne et le ministère de commerce de la République populaire de Chine sur les exportations de certains produits textiles et d'habillement. Il en va d'ailleurs de même pour le règlement n° 1217/2007 de la Commission par lequel l'exportation de certains produits chinois vers la Communauté a été transmise au Système de double contrôle pendant l'année 2008.

De manière générale, dans le domaine de la politique commerciale commune, il appartient à la Commission de soumettre des propositions au Conseil. Pour le moment, le Conseil n'a pas été saisi d'une proposition de la Commission à cet égard. Il semble par ailleurs qu'à ce jour, il n'y ait pas de sollicitation de la part des industries européennes concernées.

En ce qui concerne l'indication du pays d'origine de produits importés, et à ce jour, la Communauté européenne n'a pas de législation sur le marquage de l'origine de produits industriels importés de pays tiers ("made in").

Au cours de la consultation organisée par la Commission en 2004, certains Etats membres et divers organismes intéressés (industries, syndicats, consommateurs et autres institutions) s'étaient en effet déclarés de plus en plus préoccupés par l'incidence croissante de marques d'origine trompeuses et/ou frauduleuses figurant sur des produits importés et avaient demandé que soient établies des règles imposant le marquage de l'origine des importations et/ou des produits UE. La proposition présentée en 2005 par la Commission permettait d'envisager de déterminer au moins partiellement l'origine d'un produit en fonction de règles douanières.

Toutefois, comme vous le savez, les conditions politiques et juridiques pour l'adoption de cette proposition ne sont toujours pas réunies. Cela nécessite sans doute encore que nous y travaillions car un tel projet a besoin d'un consensus. Je tiens d'ailleurs à souligner que le Conseil a bien pris note de la déclaration sur le marquage adopté par le Parlement européen en novembre 2007²¹.

²¹ Déclaration 0075/2007

Zapytanie nr 36 skierowane przez Ryszard Czarnecki (H-0788/08)

Przedmiot: Kryzys ekonomiczny w Europie

Czy Rada zamierza zająć, a jeśli tak to jakie, stanowisko wobec potencjalnego potężnego kryzysu ekonomicznego, który puka do drzwi Europy?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Notre première priorité est naturellement de répondre à la crise financière. Nous avons tous, le Conseil, le Parlement européen, la Commission, la Banque centrale, pris nos responsabilités.

Le Conseil européen vient d'apporter son soutien, de façon unanime, au plan et aux principes qui avaient été agréés lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la zone euro, réuni le 12 octobre à Paris. Les vingt-sept disposent désormais d'une réponse et d'une doctrine claire face à la crise financière. C'était, à court terme, la priorité : mettre l'Union européenne en mesure d'agir de façon coordonnée et cohérente.

Nous n'ignorons naturellement pas les effets de cette crise sur l'économie et les risques qui pèsent sur le rythme de la croissance. Lors de la réunion informelle de Nice en septembre, puis lors du Conseil du 7 octobre, les ministres des finances ont évoqué les premiers éléments de réponse coordonnée au ralentissement économique. Des conclusions ont été adoptées à ce sujet.

C'est avec le même souci que le Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008 a marqué sa détermination à prendre les mesures nécessaires pour soutenir la croissance et l'emploi. Un mandat a été donné à cette fin à la Commission de présenter « d'ici la fin de l'année des propositions adaptées, notamment pour préserver la compétitivité internationale de l'industrie européenne ».

Ερώτηση αρ. 37 του κ. Κωνσταντίνου Δρούτσα (H-0790/08)

Θέμα: Να εφαρμόσει η Τουρκία το διεθνές δίκαιο

Ο τουρκικός στρατός προχώρησε τις τελευταίες ημέρες σε νέους αεροπορικούς βομβαρδισμούς στην περιοχή Αβασίν - Μπασιάν μέσα στο έδαφος του βόρειου Ιράκ, κλιμακώνοντας την ένταση στα σύνορα Τουρκίας - Ιράκ, καταπατώντας έτσι την αρχή του απαραβίαστου των συνόρων που κατοχυρώνεται στο διεθνές δίκαιο, με οδυνηρές συνέπειες για τους λαούς της περιοχής.

Καταδικάζει το Συμβούλιο τις νέες αυτές τουρκικές επιθέσεις στο έδαφος άλλης χώρας, οι οποίες πλήττουν την αρχή του διεθνούς δικαίου για το απαραβίαστο των συνόρων;

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

L'Union européenne suit la situation avec beaucoup d'attention. Dans ses conclusions du 10 décembre 2007, le Conseil a condamné tous les attentats terroristes et actes de violence perpétrés sur le territoire de la Turquie et a exprimé sa solidarité avec la population turque. Le Conseil a aussi soutenu les efforts déployés par la Turquie pour protéger sa population et lutter contre le terrorisme, dans le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et du droit international et tout en préservant la paix et la stabilité dans la région.

Dans une déclaration publiée le 3 octobre 2008, la Présidence a condamné avec la plus grande fermeté l'attaque commise par le PKK contre un poste de gendarmerie dans le sud-est de la Turquie. La présidence a également rappelé que l'Union européenne se tenait résolument aux côtés de la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme.

Dans une précédente déclaration, publiée le 25 février 2008, la présidence du Conseil « tout en reconnaissant la légitimité de la Turquie à vouloir protéger sa population du terrorisme » avait lancé « un appel à la Turquie à s'abstenir de toute intervention militaire disproportionnée et à respecter l'intégrité territoriale de l'Irak ainsi que les droits de l'homme et l'Etat de droit. » Elle appelait, en outre, « la Turquie à ne pas outrepasser, dans ses activités militaires, le principal objectif qu'elle s'est assigné, à savoir protéger sa population contre le terrorisme. »

Par ailleurs, en ce qui concerne l'Est et le Sud-Est de la Turquie, le Conseil a rappelé qu'il faut élaborer et mettre en œuvre rapidement une stratégie globale propre à garantir le développement économique, social et culturel de cette région.

Le renforcement du dialogue et de la coopération entre la Turquie et l'Iraq pour lutter contre ce problème revêt une importance capitale. Le Conseil a demandé au gouvernement iraquien et au gouvernement régional kurde de prendre les mesures appropriées pour assurer le respect de la frontière turque et garantir que le territoire iraquien ne soit pas utilisé pour mener des actions violentes contre les pays voisins. Il existe un accord de coopération en matière de lutte contre le terrorisme, signé le 28 septembre 2007 entre l'Irak et la Turquie, qui constitue le cadre approprié dans lequel l'UE encourage la poursuite du dialogue et de la coopération entre la Turquie et l'Iraq.

L'UE rappelle qu'il importe de renforcer cette coopération afin que le territoire iraquien ne serve pas de base à des actions terroristes contre la Turquie.

Compte tenu de ce qui précède, l'Honorable Parlementaire peut être assuré que l'Union continuera de suivre attentivement la situation et de demander instamment que soit recherchée une solution reposant sur la coopération entre la Turquie et l'Iraq.

Anfrage Nr. 38 von Hans-Peter Martin (H-0791/08)

Betrifft: Vorbereitungsgremien des Rates

Zusätzlich zum AStV verfügt der Rat über 163 Vorbereitungsgremien. Insgesamt fanden 4 183 Sitzungen der Vorbereitungsgremien im Jahr 2007 statt.

Sind diese Sitzungen der Vorbereitungsgremien für die Öffentlichkeit oder für Mitglieder des Europäischen Parlaments zugänglich? Werden das Datum und der Ort dieser Sitzungen öffentlich bekannt gegeben? Gibt es von den Sitzungen Protokolle? Nimmt an den Sitzungen nur jeweils ein Vertreter pro Mitgliedstaat teil? Welche anderen Personen nehmen sonst noch an diesen Sitzungen teil? Wie hoch war die höchste beziehungsweise niedrigste Teilnehmerzahl bei einer solchen Sitzung im Jahr 2007? Kommen bei diesen Sitzungen Simultanübersetzer zum Einsatz?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Je note que la présente question se situe dans la suite de la question écrite que l'Honorable Parlementaire a adressée au Conseil le 30 juin 2008 et à laquelle une réponse très détaillée a été fournie en septembre²². C'est d'ailleurs cette réponse du Conseil qui a permis à M. Martin d'adresser sept questions supplémentaires auxquelles je répondrai aujourd'hui et qui concernent :

(1) l'ouverture au public des réunions des instances préparatoires du Conseil, (2) la divulgation de certaines informations concernant ces réunions, (3) l'accès aux procès verbaux (4) le nombre des participants ainsi que (5) la participation éventuelle d'autres personnes que les délégués des États membres aux réunions, (6) le taux de participation et (7) l'intervention des interprètes lors de ces réunions.

Je rappelle tout d'abord que conformément à l'article 8, paragraphe 1, de son règlement intérieur et dans les conditions qu'il prévoit, les délibérations du Conseil sont ouvertes au public dans les cas où il agit en tant que co-législateur avec le Parlement européen selon la procédure de codécision. Dans les autres cas, les travaux du Conseil peuvent être ouverts au public si le Conseil en décide ainsi. Il s'agit notamment des délibérations du Conseil sur des propositions législatives importantes autres que celles adoptées selon la procédure de codécision, ainsi que des débats publics sur des questions importantes touchant aux intérêts de l'Union et de ses citoyens.

²² Il s'agit de la QE E-3908/08, doc. 12141/08

En dehors de ces cas, les délibérations du Conseil ne sont pas ouvertes au public. Il en est de même pour ce qui est des travaux de toutes les instances préparatoires du Conseil (Coreper, comités et groupes de travail). Par conséquent, la présence aux sessions du Conseil et aux réunions de ses instances préparatoires est réservée aux représentants des États membres et aux fonctionnaires habilités. En application de l'article 5 du règlement intérieur du Conseil, la Commission est invitée à participer aux sessions du Conseil ainsi qu'aux réunions de ses instances préparatoires. Il en est de même pour la Banque centrale européenne lorsqu'elle exerce son droit d'initiative. Ceci dit, le Conseil peut décider autrement au cas par cas et c'est ainsi qu'il arrive que des représentants d'autres institutions ou organes communautaires soient exceptionnellement invités à assister aux travaux du Conseil ou de ses instances préparatoires, leur présence dépendant de la matière traitée et de l'opportunité.

En ce qui concerne les informations relatives à la tenue des réunions du Conseil et des instances préparatoires, elles sont facilement accessibles, puisqu'elles sont publiées sur le site web du Conseil sous la rubrique "Documents - Transparence législative - Calendrier et ordres du jour".

Quant aux procès-verbaux, le règlement intérieur prévoit l'établissement de procès-verbaux pour les sessions du Conseil. Il n'en prévoit pas pour les organes préparatoires. Cela étant, l'activité essentielle des organes préparatoires du Conseil est reflétée dans les documents de travail du Conseil qui sont diffusés aux représentants des États membres et répertoriés au registre public des documents du Conseil.

En ce qui concerne le nombre des participants, dans la majorité des cas, le nombre de délégués présents pour un point déterminé de l'ordre du jour est d'un ou deux par État membre. Dans certaines réunions, et pour autant que la capacité de la salle le permette, le nombre peut être supérieur.

Quant au taux de participation à ces réunions, dans la grande majorité, des représentants de tous les États membres ainsi que de la Commission participent aux réunions des instances préparatoires.

Enfin je vous précise que, en ce qui concerne l'interprétation, les dispositions de la décision No 111/07, du 23 juillet 2007 du SG/HR sont en application.

Question no 39 by Laima Liucija Andrikiene (H-0792/08)

Subject: Separate EU budget line for the Baltic Sea Strategy

In the context of the EU 2009 budgetary procedure what is the Council's position on a separate budget line for the implementation of the Baltic Sea Region Strategy (starting from 2009 and continuing in the years to follow), as was stated in the EP resolution P6_TA(2006)0494 of 16 November 2006 on a Baltic Sea Region Strategy for the Northern Dimension, where the European Parliament called for its own EU budget line for the Baltic Sea Strategy?

Réponse

La présente réponse, qui a été élaborée par la présidence et qui n'engage ni le Conseil ni ses membres en tant que tels, n'a pas été présentée oralement pendant l'heure des questions du Conseil lors de la période de session d'octobre 2008 du Parlement européen à Strasbourg.

Le Conseil partage l'importance que l'Honorable Parlementaire attache au développement d'une stratégie de la mer Baltique. Dans ce contexte, il convient de souligner que le Conseil européen du 14 décembre 2007 a invité la Commission à présenter une stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique au plus tard en juin 2009.

Le Conseil examine toujours avec la plus grande attention les positions du Parlement européen et ne manquera pas de le faire dans le contexte de sa deuxième lecture du budget pour 2009. Au cas où un amendement portant sur la question soulevée par l'Honorable Parlementaire serait voté par le Parlement européen lors de sa première lecture du budget pour 2009, le 23 octobre 2008, le Conseil ne manquera pas de se prononcer sur cet amendement lors de sa deuxième lecture du budget, le 21 novembre 2008.

QUESTIONS A LA COMMISSION

QUESTIONS TO THE COMMISSION

Question n° 54 de Giovanna Corda (H-0718/08)

Objet: Non-application du règlement sur les droits des passagers aériens

En dépit de plusieurs initiatives récentes de la Commission, dont le document d'information répondant à des questions précises sur l'application des dispositions les plus litigieuses du règlement (CE) n° 261/2004²³ sur les droits des passagers aériens en cas d'annulation, de surréservation ou de retard important de leur vol, les compagnies aériennes continuent à contourner le règlement en jonglant avec les notions de "cas de force majeure" ou de "circonstances exceptionnelles" pour ne pas prendre en compte les intérêts légitimes des voyageurs lésés.

Devant la faillite du dialogue et de l'autorégulation des compagnies, la Commission, compte-t-elle enfin prendre des sanctions importantes ou modifier le règlement pour protéger et indemniser dument les citoyens européens lésés?

Réponse

La Commission avait annoncé dans sa Communication d'avril 2007²⁴ qu'il convenait de laisser un délai raisonnable aux parties intéressées (organismes nationaux de contrôle, compagnies aériennes) de manière à ce que les éventuels accords conclus entre elles puissent produire leurs résultats.

La Cour de Justice se prononcera prochainement sur une série de questions préjudicielles, regroupées en une seule affaire, qui devraient éclairer plusieurs points controversés du règlement²⁵, y compris la notion de circonstances extraordinaires. Ce prochain arrêt aidera les parties intéressées à mieux délimiter ce concept.

La Commission poursuit des contacts réguliers avec les organismes nationaux de contrôle afin de surveiller l'application du règlement. Elle s'intéresse particulièrement aux suites données par ces organismes aux plaintes de passagers. La Commission accorde aussi la plus grande attention au respect des accords volontaires pris par les autorités nationales et les compagnies aériennes fin 2007.

D'ici la fin de l'année, la Commission analysera toutes les informations à sa disposition²⁶ pour évaluer si ces accords volontaires ont apporté les remèdes nécessaires aux défaillances constatées dans l'application du règlement.

Elle informera les autres institutions des résultats de son évaluation dans le cadre d'une communication prévue au 1^{er} trimestre 2009, qui va également préciser, le cas échéant, les actions supplémentaires à entreprendre.

Question no 56 by Robert Evans (H-0722/08)

Subject: Passengers with reduced mobility

What negotiations has the Commission had with the relevant authorities in the 27 Member States to monitor the progress and enforcement of the report concerning the rights of disabled persons and persons with reduced mobility when travelling by air?

Is the Commission considering any other disability-access legislation in the field of transport?

²³ JO L 46, du 17.2.2004, p. 1.

²⁴ COM(2007)168 final

²⁵ C-402/07 et C-432/07 dont l'audience publique a eu lieu ce 24 septembre 2008.

²⁶ Entre autres les données fournies par les Etats membres, le nombre de plaintes traitées par les services de la Commission et par le réseau Centres européens des consommateurs, les incidents mentionnés par les membres du Parlement dans leurs questions écrites; les résultats des études externes commandées par la Commission; les informations provenant des parties intéressées.

Réponse

Les droits des passagers sont une des priorités du mandat du Commissaire responsable des Transports. C'est un domaine dans lequel l'Union européenne peut agir de manière concrète et avoir un impact positif dans la vie des citoyens. Ceci vaut pour tous les modes de transport.

Dans le transport aérien, l'ensemble des dispositions du règlement sur les droits des personnes handicapées et à mobilité réduite est devenu applicable en juillet 2008. C'est une période de transition de 2 ans depuis l'adoption du règlement qui a touché à sa fin.

La Commission se félicite que tous les opérateurs du secteur, compagnies aériennes et aéroports européens notamment, soient très impliqués pour faire de ce règlement un succès.

La Commission ne doute pas que ce sera aussi le cas des autorités nationales. Elle suit déjà leurs travaux avec beaucoup d'attention, à travers des contacts fréquents.

En décembre 2008, le Commissaire responsable des Transports ouvrira lui-même la première réunion de travail avec les organismes nationaux de contrôle à Bruxelles. Le but est d'identifier les premières difficultés liées à la mise en œuvre du règlement et le meilleur moyen d'y remédier ensemble.

Cette réunion sera le point de départ d'un processus que nous espérons fructueux. Il va de soi que si des problèmes persistent, la Commission prendra ses responsabilités et usera le cas échéant des moyens mis à sa disposition par le Traité.

En ce qui concerne les droits des voyageurs ferroviaires, le règlement qui entre en vigueur le 3 décembre 2009 assure entre autres l'accès non-discriminatoire des passagers handicapés et passagers à mobilité réduite au transport ferroviaire.

Dans le transport maritime et dans le transport par bus et cars, des mesures législatives seront proposées pour adoption à la Commission avant la fin de l'année 2008.

Les droits des personnes handicapées et à mobilité réduite, couvrant la non-discrimination et l'assistance, seront un volet important de chacune de ces propositions qui couvriront aussi les questions suivantes: un régime de responsabilité des opérateurs; l'assistance en cas d'annulation et retard; le traitement des plaintes et moyens de recours; l'information des passagers.

Question no 57 by Avril Doyle (H-0726/08)

Subject: Duty-free and security measures

There are still reports that air passengers travelling from third countries who are transiting through EU hub airports are continuing to have their liquid duty-free purchases confiscated.

Can the Commission give an update on the implementation of Regulation (EC) No 915/2007²⁷ which amends Regulation (EC) No 622/2003²⁸ laying down measures for the implementation of the common basic standards on aviation security?

Answer

Since the entry into force of Commission Regulation (EC) No 915/2007²⁹, a number of third countries have expressed an interest in having an exemption from the Community general rules on liquids, aerosols and gels (LAGs). This Regulation allows for an exemption to the restriction of LAGs for those obtained by passengers in duty-free shops at third country airports, provided that certain conditions are met. Upon request from third countries, the Commission has informed these countries of the conditions to be met without delay.

To date, two States have successfully completed this procedure – Singapore and Croatia. As a consequence liquids bought at seven airports in these two States are exempted from confiscation at security points at Community airports (provided the liquid is in a tamper-evident bag and that it also displays satisfactory proof of purchase on airside at the airport within the preceding thirty-six hours).

²⁷ OJ L 200, 1.8.2007, p. 3.

²⁸ OJ L 89, 5.4.2003, p. 9

²⁹ Commission Regulation (EC) 915/2007 of 31 July 2007 amending Regulation (EC) No 622/2003 laying down measures for the implementation of the common basic standards on aviation security

The Commission is actively involved in dialogue with other third countries to see if the number of airports exempted can be extended, without prejudicing security at Community airports.

The Commission is committed to lifting the ban on liquids in cabin baggage as soon as technology permits the deployment of machines at airports that can quickly analyse the contents of sealed bottles to determine whether or not they contain liquid explosives. Following consultations with industry and Member States, the Commission hopes this will be the case by April 2010.

However, until such equipment is available the view of the Commission is that current rules on liquids in hand luggage have to be maintained, in order to ensure the protection of EU citizens and prevent the risk of a terrorist attack using liquid explosives on an aircraft.

Question no 58 by Colm Burke (H-0727/08)

Subject: Swansea-Cork ferry link

The Swansea-Cork ferry service provided a vital link between the economies of the south of Ireland and Wales. It added immense value to the tourism sectors in both regions and also led to reduced CO₂ emissions by taking freight off the roads.

However, this service was halted in 2006, with no explicit plans afoot to reinstate it, due to the short-time financial perspectives of the service provider.

Therefore I ask the Commission if it would be possible under State Aid law for the Irish Government to subsidise a reinstatement of the route for the first three years of the service? This is based on the immense added value in terms of public service, support to the tourism sector and the reduced environmental impact vis-à-vis the use of alternatives such as road freight and air travel.

Answer

Each Member State is free to set up public service contracts on maritime routes, be it within this Member State or between the latter and another Member State, as is the case in the question raised by the Honourable Member, provided that these contracts comply with the Maritime Cabotage Regulation (Council Regulation n° (EC) 3577/92) and meet the four criteria established by the Altmark case-law, in which case the contracts in question will not be qualified as State aid within the meaning of the EC Treaty. The undertaking which is to discharge public service obligations, is chosen pursuant to a public procurement procedure which would allow for the selection of the tenderer capable of providing those services at the least cost to the community or if this is not the case, the level of compensation needed must be determined on the basis of an analysis of the costs which a typical undertaking, well run and adequately provided with means of transport, would have incurred. Quite often public service contracts have been awarded on the basis of public tenders in order to be considered as not falling under State aid rules. Otherwise, public service compensation is subject to the State aid rules of the Treaty, and here in the present case, to the Community Guidelines on State aid to maritime transport, and in particular their Section 10 concerning start-up aid for short-sea shipping.

In addition, Member States can award aid to ship-owners for the start-up of a new maritime line, after the Commission, notified of the intended aid, has taken a decision allowing it to do so. Indeed, under the Community guidelines on State aid to maritime transport³⁰, start-up aid can be considered compatible with the common market, provided that certain conditions are met.

Question no 59 by Jim Higgins (H-0729/08)

Subject: European Road Safety Charter

The European Road Safety Charter has been a great success for the EU and has shown that communities and businesses are willing to play their part in helping reduce road deaths. Given that the Road Safety Charter plans submitted have a termination date of 2010 will the Commission be working with and encouraging the signatories of the Charter to re-evaluate their schemes with a view to extending them as part of the next road safety strategy?

³⁰ OJ C 13/3 of 17.01.2004.

Answer

The Commission shares the opinion expressed by the Honourable Member that the European Road Safety Charter is a great success. 1130 signatories are currently registered and the number is constantly increasing.

During the first phase, from 2004 to 2007, the main objective was to create a "Charter Community" engaging civil society on road safety actions. This phase successfully triggered commitments from all countries and all sectors of civil society.

During the second phase, ending in 2010, the main objectives are to create a network for exchange of best practices between members and to stimulate a systematic evaluation of the actions undertaken in order to get more efficient commitments.

The Charter initiative will certainly be evaluated for the complete period 2004-2010.

Nevertheless, the Commission does not envisage terminating this initiative in 2010. On the contrary, it expects the participation of civil society in general and of the Charter's signatories in particular in the public consultation which will be launched in order to prepare the 4th European Road Safety Action Programme.

With their inputs and with the evaluation of the Charter actions the next Commission could consider the continuation and the new content of the initiative.

Întrebarea nr. 60 a doamnei Silvia-Adriana Țicău (H-0735/08)

Subiect: Promovarea zonelor de odihnă și a parcărilor sigure pentru șoferii ce efectuează transport de marfă

Transportul rutier deține o cotă de 72,2% din totalul transportului intercomunitar terestru de mărfuri. În transportul rutier european activează aproximativ 600 000 de întreprinderi și 4,5 milioane de angajați. De aici rezultă importanța acestuia pentru dezvoltarea economică a Uniunii. În aceste condiții, siguranța traficului rutier și îmbunătățirea condițiilor sociale ale șoferilor devin extrem de importante. Reglementările europene impun respectarea anumitor condiții privind timpul de condus, timpul de lucru și timpul de odihnă de către șoferi. Numărul de parcări sigure este însă insuficient. Statisticile Serviciului de raportare a incidentelor arată că în Uniune se înregistrează anual pierderi de 8,2 miliarde euro ca urmare a furturilor de mărfuri transportate, 70% din incidentele raportate având loc în perioada de staționare.

Doresc să întreb Comisia care sunt măsurile și proiectele comunitare avute în vedere, pentru construcția de parcări sigure, în special pentru România și Bulgaria și cum sunt acestea reflectate în bugetul Uniunii.

Answer

The Commission shares the view of the Honourable Member that the lack of parking areas and secure parking areas is a problem for the European transport and logistic sector. However, with respect to the principle of subsidiarity, the technical planning for the development of the transport infrastructure is to be carried out within the Member States, mostly at local or regional level.

Unfortunately, not every Member State has taken all the necessary measures and therefore professional drivers may still face at certain parts of the road network problems to find in due time appropriate rest places.

In order to raise the awareness of the Member States to the problematic situation and in order to encourage the investments to improve the situation, the Commission launched in 2007, with the assistance of Parliament, a pilot project to develop along the trans-European network five secure rest places that can serve as models for the exchange of best practice. The first model site was handed over to drivers already in June 2008 (<http://www.setpos.eu/>). In a follow-up project, standards for labelling parking sites are to be elaborated.

In addition, the Commission took the initiative to propose a new directive on road infrastructure safety management. The Directive will oblige Member States to take into account the provision of safe parking areas when planning and constructing road infrastructure projects to develop the trans-European road network. The Directive has recently been adopted by Parliament and Council

³¹.

Moreover, Member States that are eligible for Cohesion and Structural Funds can apply for respective Community financial support to improve their transport infrastructure. In the context of the preparation of a Green Paper on the future of trans-European network policy, due to be adopted early next year, the Commission is also examining how to further promote the development of adequate parking areas.

Question no 61 by Sarah Ludford (H-0739/08)

Subject: Cross-border enforcement of road traffic offences

With the growing interest among Europe's cities and regions in forms of road pricing and green zones, what action is the Commission taking to facilitate the cross-border enforcement of non-compliance by foreign drivers with such schemes? Does the Commission recognise that an effective enforcement regime which applies fairly to all drivers is essential if such schemes are to be accepted by citizens?

Answer

On 19 March 2008, the Commission has proposed a Directive facilitating cross-border enforcement in the field of road safety³². The purpose of this legislation is to significantly reduce the number of road victims through a better enforcement of traffic rules. Against this background, the scope of the proposal is restricted to the four most dangerous offences in terms of road safety: speeding; drink-driving; non-use of a seat-belt; and, failing to stop at a red traffic light. It excludes other offences which are not safety-related. As for the "green zones" and the road pricing for private vehicles (regulatory or congestion charges, in particular in urban areas), there is no Community competence and no specific common rules on low emission zones or environmental zones exist at Community level. Nevertheless, the Commission is following closely the increasing number of initiatives that are taken at national, regional or local level. The objective is to ensure that a fair implementation of rules in force does not lead to a discrimination against foreign users entering occasionally in such areas. This issue will be addressed in the forthcoming Action Plan on Urban Mobility to be adopted by the Commission before the end of 2008.

Zapytanie nr 62 skierowane przez Krzysztof Hołowczyc (H-0763/08)

Przedmiot: Podniesienie poziomu bezpieczeństwa użytkowników ruchu drogowego

Wzrost poziomu życia oraz unowocześniania środków używanych do transportu ludzi skutkuje wdrażaniem do ruchu nowych rodzajów pojazdów. Do takich pojazdów należą QUADY, których liczba wzrasta lawinowo w krajach UE. Niestety prawodawstwo niektórych krajów członkowskich nie reguluje zasad rejestracji QUADÓW, ich użytkowania i dopuszczania do ruchu drogowego. Powoduje to, że kierowcami tych pojazdów zostają dzieci bądź dorośli bez odpowiednich uprawnień i umiejętności. Odnotowano wiele wypadków, w których śmierć ponoszą tak kierowcy jak i osoby postronne.

Jakie działania skutkujące wprowadzeniem stosownych nowelizacji do prawa o ruchu drogowym w krajach członkowskich w odniesieniu do nowego rodzaju pojazdów, uwzględniając art. 71 ust. 1 lit. c) TWE oraz inicjatywy wyrażone w komunikacie COM(2003)0311 w sprawie „Europejskiego programu działań na rzecz bezpieczeństwa na drodze (...)” i białej księdze COM (2001)0370 „Europejska polityka transportowa do 2010 r.: czas na decyzje”, może podjąć Komisja?

Answer

The Commission shares the concerns of the Honourable Member about the so-called "off road quads" which may be dangerous if they are used in an inappropriate manner.

The problem should be considered from several points of view: the type-approval of quads; the right to drive such vehicles; the access to public roads; and the controlling and sanctioning of illegal behaviour.

³² COM(2008)151: Proposal for a directive of the European Parliament and of the Council facilitating cross-border enforcement in the field of road safety

As for the type approval, the current EU legislation³³ may possibly be revised. For the time being, the Commission is investigating the possible content of such a revision which is planned for 2009. It may then provide for a more comprehensive framework for the type approval of these vehicles.

As for the driving licence, the current EU legislation does not cover the driving of quads. This is due to the lack of harmonisation of national rules about quads. Once the legislation of type approval, just mentioned, has clarified the situation, and in particular once it has defined the characteristics of quads allowed on public roads, an inclusion of quads in the Directive on driving licences may be envisaged.

As for the access to public roads and the organisation of controls of, and sanctions for illegal behaviour, these issues do fall within the competence of the Member States.

Anfrage Nr. 63 von Bernd Posselt (H-0772/08)

Betrifft: Brenner-Basistunnel

Wie ist der aktuelle Stand der Finanzplanung für den Brenner-Basistunnel, und welche Folgen hat dies für die zeitlichen Aspekte der Bauplanung bei diesem prioritären Projekt?

Réponse

Le plan financier du tunnel de base du Brenner est dans une phase finale et décisive. Les deux Etats membres, l'Autriche et l'Italie, ont pris des engagements politiques fermes pour réaliser ce projet qui fait partie du projet prioritaire 'Berlin-Palermo'. Cet engagement s'est déjà concrétisé par la demande conjointe des deux Etats membres pour un cofinancement communautaire au titre du budget TEN-T. Ce cofinancement, décidé par la Commission, après consultation du Parlement, se chiffre à 786 millions € pour la période 2007-2013 et lie des budgets nationaux importants. Il s'agit d'un cofinancement communautaire à hauteur de 50 % pour les études et à hauteur de 27 % pour les travaux.

La mise en place du plan financier va de pair avec le progrès du projet. Pour le moment, les Etats membres ont mené des études préparatoires, y compris sur les tunnels exploratoires. Depuis mars 2008, les procédures qui mènent à la délivrance du permis de construire du tunnel de base sont en cours et il est prévu que le projet sera lancé au tout début 2009. A ce moment là, les deux Etats membres devront avoir inclus le projet du tunnel de base du Brenner dans leur programmation pluriannuelle et devront avoir donné des garanties solides pour la finalisation de cet ouvrage.

La Commission, ainsi que le Coordonnateur européen que la Commission a nommé en juillet 2005, le Professeur Karel Van Miert, a toujours souligné le besoin d'avoir les garanties nécessaires des deux Etats membres. Le Commissaire en charge des Transports est personnellement convaincu que ces garanties seront réunies au printemps 2009. Le progrès du projet, ainsi que des lignes d'accès au tunnel, est réel et il a inspecté personnellement les travaux en cours, notamment pour ce qui est des lignes d'accès au tunnel, au début de ce mois d'octobre 2009.

Question no 64 by David Martin (H-0780/08)

Subject: Commission investigation into subsidies paid to Scottish ferry companies

Does the Commission have all the necessary information to sufficiently complete its investigation into subsidies paid to Scottish ferry companies NorthLink and CallMac?

Does the Commission know when the results of the investigation will be available?

Réponse

La Commission a reçu un volume très important de documents et de contributions de la part des autorités du Royaume-Uni ainsi que de nombreuses parties intéressées. Toutes ces informations sont en cours d'analyse.

³³ Directive 2002/24/EC of 18 March 2002 relating to the type-approval of two or three-wheel motor vehicles - which also covers 4-wheel motor vehicles

Une procédure formelle d'investigation dure en général 18 mois mais peut parfois prendre plus de temps dans des dossiers difficiles. La Commission mettra néanmoins tout en œuvre pour préparer dès que possible une décision finale, qui exposera les résultats de cette investigation lancée le 16 avril 2008. Une fois adoptée, cette décision fera l'objet d'un communiqué de presse le jour même de son adoption, puis d'une publication au Journal Officiel de l'Union Européenne dans une version non-confidentielle.

Ερώτηση αρ. 65 του κ. Μανώλη Μαυρομάτη (H-0784/08)

Θέμα: Αποζημίωση επιβατών σε περιπτώσεις ακύρωσης πτήσης

Μετά από επικοινωνία μου με τις μεγαλύτερες ευρωπαϊκές αεροπορικές εταιρείες, διαπίστωσα ότι η προβλεπόμενη αποζημίωση από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 261/2004³⁴ για τα "Δικαιώματα των ευρωπαίων επιβατών" δεν δίνεται ποτέ. Και αυτό γιατί οι τρεις βασικές αιτίες ακύρωσης μιας πτήσης, δηλαδή η ακύρωση λόγω απεργίας των υπαλλήλων της εταιρείας ή του αεροδρομίου, η ακύρωση λόγω τεχνικής βλάβης του αεροσκάφους και η ακύρωση λόγω καιρικών συνθηκών, δικαιολογούνται από τις εταιρείες ως έκτακτες περιστάσεις και ως εκ τούτου εξαιρούνται από την υποχρέωση καταβολής αποζημίωσης (βάσει χιλιομετρικής απόστασης του ταξιδιού) στους επιβάτες. Επομένως, η εξαίρεση που προβλέπει η Επιτροπή στα δικαιώματα των επιβατών λειτουργεί ως δίοδος για τις εταιρείες, για την αποφυγή αποζημίωσης των επιβατών.

Θεωρεί σκόπιμο η Επιτροπή να θέσει σαφή ορισμό της "έκτακτης περίπτωσης" για την ακύρωση μιας πτήσης, προσδιορίζοντας με ακρίβεια πότε θα πρέπει να αποζημιώνονται οι επιβάτες;

Πώς προστατεύονται εν τέλει οι επιβάτες, όταν, ακόμα και στα λεγόμενα "δικαιώματά" τους, οι εταιρείες προστατεύονται περισσότερο;

Réponse

Le but du règlement sur les droits des passagers aériens est avant tout de fournir au passager bloqué suffisamment d'assistance et d'information sur place et au moment de l'incident, pour lui permettre d'arriver le plus vite possible à sa destination et cela dans les meilleures conditions. La compensation prévue à l'article 5 du règlement ne concerne en fait qu'un nombre très limité de passagers par rapport au volume de passagers aériens qui rencontrent des problèmes lors de leur voyage.

Le législateur européen a préféré ne pas inclure de définition exhaustive de la notion de "circonstances exceptionnelles" dans le texte du règlement. Ce qui a suscité des divergences d'interprétation entre les compagnies et les Etats membres dont la Commission a bien conscience.

C'est pourquoi la Commission a, entre autres, soulevé ce sujet avec les compagnies et les organismes de contrôle pendant plus d'un an et a rédigé une série de questions-réponses qui aborde la question des "circonstances exceptionnelles". Les lignes directrices proposées par la Commission dans ce document accessible au public³⁵ ont été discutées avec les Etats membres qui les ont acceptées.

Cela étant, c'est la Cour de Justice et non la Commission qui peut fournir une interprétation des textes législatifs quand celle-ci s'avère nécessaire. D'ailleurs la Cour devrait se prononcer sur cette question très prochainement (probablement début 2009) dans le cadre de deux questions préjudicielles. La Commission analysera ensuite si l'interprétation de la Cour est suffisante pour bien délimiter les circonstances qui peuvent être considérées comme exceptionnelles.

L'honorable parlementaire est prié d'envoyer aux services de la Commission toutes les données dont il dispose et qui permettent de prouver les comportements fautifs à caractère répétitif qu'il dénonce de la part des compagnies aériennes et l'inaction des Etats membres à faire appliquer correctement le règlement.

³⁴ EE L 46 της 17.2.2004, σελ. 1.

³⁵ www.apr.europa.eu.

Question no 66 by Claude Moraes (H-0704/08)

Subject: Expansion of airports in the EU

Given the Commission's commitment to reducing the negative environmental effects caused by the rapid growth of air traffic and its recommendation that better use should be made of existing airport capacity, could the Commission clarify its position regarding the proposed expansion of Heathrow Airport in the UK?

Furthermore, what does the Commission plan to do in order to reconcile the apparently conflicting objectives of reducing the 'capacity crunch' at EU airports and meeting strict environmental targets such as those set out in the Kyoto Protocol and the Ambient Air Quality Directive (2008/50/EC³⁶)?

Answer

The decision on the expansion of Heathrow is a matter of the national competence. The Commission expects that in the preparation of the decision and its implementation all relevant Community legislation will be respected. This means for example compliance with the obligations under the Environmental Impact Assessment Directive 85/337/EEC³⁷, the Strategic Environmental Assessment Directive 2001/42/EC³⁸, and with the environmental standards such as those set in the ambient air quality directives (Directive 1999/30/EC³⁹, to be replaced by Directive 2008/50/EC⁴⁰).

As regards the climate change impacts of aviation, the Commission has adopted a comprehensive approach to addressing aviation emissions. This includes improving air traffic management and the inclusion of aviation in the Emissions Trading Scheme (ETS)⁴¹.

The Single European Sky initiative and SESAR⁴² will enhance the efficiency of the European air traffic system.

The Council and Parliament have recently agreed legislation to include the aviation sector in the EU ETS. This policy should lead to more effective management of CO₂ emissions by the aviation industry and will ensure that the aviation sector contributes to efforts being made by other sectors to reduce emissions.

Decisions on specific measures to ensure the compliance with the ambient air quality standards next to the EU airports is a matter of national competence. The Commission is helping Member States to meet the standards by developing and enforcing Community measures addressing emissions at source (see Commission Declaration attached to publication of Directive 2008/50 in the Official Journal). In addition, the Commission is supporting further research into reducing the environmental impact of planes, vehicles and transport infrastructure under 7th Framework Programme for Research and Technological Development, and investigating the environmental and human health impact of air pollution including transport related air pollution.⁴³

Question no 67 by Liam Aylward (H-0706/08)

Subject: New detailed socio-economic impact assessment of plant protection products

Today, we are facing global food insecurity and increased costs for foodstuffs. Since the original impact assessment of the plant protection products package was completed in 2004, environmental issues have changed considerably. Given the fact that world food prices are rising and this has repercussions for EU citizens and developing countries, notably on constraints on food production, can the Commission complete a detailed impact assessment of the Pesticides (plant protection products) package with a focus on the socio-economic elements of the current Common Position with the Council? Also, can the Commission give us an opinion on whether food prices would be greater or less if a risk-based approach was adopted?

³⁶ OJ L 152, 11.6.2008, p. 1.

³⁷ Directive 85/337/EC, OJ L 175, 5.7.1985, p.40-48, as amended by Directive 97/11/EC, OJ L 73, 14.3.1997

³⁸ OJ L 197, 21.7.2001

³⁹ OJ L 163, 29.6.1999

⁴⁰ OJ L152, 11.6.2008

⁴¹ Commission Proposal COM(2008) 221 final; Common Position 2006/0304 (COD); EP 1st reading position of 13 November 2007 P6_TA(2007)0505

⁴² Single European Sky ATM Research

⁴³ http://cordis.europa.eu/fp7/environment/home_en.html, click on 'Find a call'

Answer

The Commission is of the opinion that its original impact assessment was thorough and is still valid. It concentrated on the main differences of the proposed Regulation compared to the current legislation: provisional authorisations, mutual recognition, comparative assessment, data protection and information of neighbours on the use of plant protection products.

The Commission is satisfied that the Common Position, like its initial Proposal, aims to reinforce the high level of protection of human health and the environment whilst at the same time safeguarding the competitiveness of agriculture in the Community. It contains measures, such as the zonal authorisation system and obligatory mutual recognition, simplified rules on data protection, clear deadlines for the approval and authorisation procedures and facilitated authorisation for minor uses, which are measures in favour of agriculture and which will increase availability of pesticides to farmers.

The Commission has examined the effect of the proposed criteria and concluded that they might lead to the withdrawal of a limited number of active substances. The Commission will monitor the situation carefully.

The Commission rejects the criticism that the criteria are cut-off criteria, because exposure is in fact taken into account: these highly hazardous substances can be approved if exposure to them is negligible (e.g. closed system).

Finally, concerning the evolution in food prices during the last years, the Commission believes that it is impossible to make a statistically robust projection about the influence of this measure on food prices against a multiplicity of other factors such as energy prices or climate change.

Question no 68 by Mairead McGuinness (H-0731/08)

Subject: Discussions on the strategic aspect of GMOs

President Barroso invited Member States to nominate high-level officials to participate in discussions on the strategic aspects of GMOs. The issues being addressed within the group include the functioning of the approval procedures, the impact of asynchronous GM authorisation, and debate within the general public on the question of GMOs. The first meeting of the high-level group was held on 17 July, with another scheduled for this month.

Can the Commission provide advice as to the expected timing for the high-level group to report?

Could the Commission comment on how the objectives of this high-level group might differ from those of the GM working group put in place by the Environment Council?

Answer

In 2003 the Parliament and the Council adopted a new regulatory framework governing the marketing of Genetically Modified Organisms (GMOs). The legislation established a very strict pre-market authorisation regime whereby only GMOs that have been proved to be safe for the environment and for human and animal health could be placed on the market.

At the same time, the European Union (EU) adopted strict traceability and labelling rules for GMO products. This legislation ensures that GMO products can be recalled - if necessary - and that consumers can choose to avoid genetically modified (GM) food if they so wish. The EU GMO legislation is now widely recognised to be the most comprehensive and probably the strictest in the world.

Under this legal framework, the European Food Safety Authority (EFSA) plays a central role as it is responsible for assessing the risk of the GMOs before their commercialisation while the Commission, in its quality of risk manager, has the responsibility to approve or not a given GMO in the light of EFSA opinion and taking into account other legitimate factors where appropriate.

The GMO debate is too often portrayed as being only about environment and food safety. But the issue is a lot more complex. It is also about trade policy, food security – more specifically feed security for Europe - research and competitiveness of a European bio-based industry. It cannot be ignored that the EU has been condemned in the World Trade Organization (WTO) for failing to apply its own rules.

Against this background, the Commission held in May 2008 an orientation debate on GMOs to thrash out all the facets of the issue. During the debate, the Commission took note that the policy on GMO remains a very sensitive issue, for the Commission but also for most of the Member States. There was a general agreement that the existing legal framework is appropriate but its implementation needs to be improved.

The Commission reiterated its confidence in the high quality of the scientific advice provided by EFSA and confirmed that it will continue to fulfil its institutional responsibilities, while respecting its international obligations.

The Commission agreed also that it would be useful to have an informal political discussion with the Member States to take stock of the experience and to seek with them whether there are ways of facilitating the decision-making process, including making improvements to it if appropriate. The objective is to have a better understanding where Europe stands on GMOs and if and how the discussion could be brought forward.

The group met on 17 July 2008 and on 10 October 2008 and discussed on an informal basis. The discussion touched upon a whole range of political issues relating directly or indirectly to the policy area of GMOs: food price, food and feed security, WTO, trade aspects – including the issue of asynchronous approval between the EU and third countries – as well as public opinion.

In parallel, an ad hoc Working Party on GMO has been established in the Environment Council under the auspice of the French Presidency. On the basis of the work of this Working Party, the French Presidency aims at having Council conclusions adopted at the Environment Council on 4-5 December 2008. The Presidency and the Commission are working in close cooperation to ensure a good coordination between the two initiatives.

While the work of the Council working group is focused on specific issues, mostly related to the environmental risk assessment and risk management of GMOs, the discussions of the high level group are broader in nature.

Question no 69 by Paulo Casaca (H-0741/08)

Subject: Al-Aqsa TV terrorist broadcasting into Europe

In its reply to question H-0485/08⁴⁴ concerning the broadcasting of the terrorist TV-station Al-Aqsa on European satellite capacity via the French broadcaster Eutelsat, the Commission has pointed out that it intended to 'raise the issue of Al-Aqsa TV in the context of the next meeting with national regulatory authorities before the summer break in 2008'. Can the Commission outline the results of this meeting and the steps it intends to take to stop Al-Aqsa from broadcasting on European satellite capacity in violation of Article 3b of the Audiovisual Media Service Directive (Directive 2007/65/EC⁴⁵)?

Answer

At the meeting of the Commission and the national regulatory authorities on 4 July 2008 the issue of hate speech broadcasting channels originating from third countries was discussed. It was pointed out that the European Platform of Regulatory Authorities (EPRA) did not have the statutory power to adopt binding rules for its Members. Attention was also drawn to the draft of a declaration on content regulation of the Mediterranean Network of Regulatory Authorities (MNRA). This declaration was adopted on Friday 3 October 2008 at their annual meeting in Italy and addresses, inter alia, the respect for fundamental values, principles and rights, such as the respect of human dignity and otherness and the protection of law.

However, not all of the third countries concerned are a member of EPRA or MNRA. Bilateral cooperation between the authorities of a Member State and of the third countries was considered as a way forward. At the same time, the Commission intends to enhance this kind of cooperation by inviting all parties occasionally to common meetings.

The Commission would like to reiterate that – apart from general allegations of violation of Article 3b of the Audiovisual Media Services Directive⁴⁶ – it has not received so far any formal complaint regarding the programmes broadcast by Al Aqsa TV. It should be stressed that no steps vis-à-vis any regulator can be taken without concrete allegations naming at

⁴⁴ Written answer, 9.7.2008.

⁴⁵ OJ L 332, 18.12.2007, p. 27.

⁴⁶ Council Directive 89/552/EEC as amended by Directive 2007/65/CE of the Parliament and of the Council of 11 December 2007 on the coordination of certain provisions laid down by law, regulation or administrative action in Member States concerning the provision of audiovisual media services, OJ L 332, 18.12.2007.

least date, time and nature of the violation. Nevertheless, the Commission has referred the issue to the responsible regulatory authority, the French Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA). An answer is expected by November 2008.

Fråga nr 70 från Olle Schmidt (H-0742/08)

Angående: Ökat bistånd till Eritrea

I pressen har det framkommit uppgifter om att Europeiska kommissionen håller på att slutföra en ny landsstrategi gällande Eritrea. Enligt vissa uppgifter skulle biståndet i den kommande 5-årsplanen öka från dagens 80 miljoner euro till 110 miljoner euro. Det finns flera frågetecken kring hur biståndet används i Eritrea och dessutom bryter regimen i Asmara konstant mot de mänskliga rättigheterna. Ett exempel är den svenske journalisten Dawit Isaak som hålls fången i Eritrea sedan sju år. Mot denna bakgrund undrar jag hur kommissionen kan försvara ökade bidrag till detta land? Bör vi inte ta tillfället i akt och ställa krav på att länder måste uppfylla demokratiska och mänskliga rättigheter för att få bistånd?

Vilka åtgärder avser kommissionen att introducera för att villkora biståndet till Eritrea?

Answer

Eritrea is one of the poorest countries in the world with an estimated GDP per capita of US\$ 200. The United Nations Development Fund's Human Development Index ranks Eritrea 157 out of 177 countries in 2008 and a majority of Eritreans live below the poverty line. Additionally, Eritrea suffers particularly from the food price crisis. The prime objective of EC cooperation with Eritrea is to improve the plight and the living conditions of these populations.

Taking into account, population, per capita income, ranking on the human development index, demographic evolutions, and vulnerability, but also economic and social performance, the allocation for Eritrea under the 10th European Development Fund (EDF) is €122 million for the period 2008-2013. The allocation is not an entitlement, but an indicative amount, and may be revised at the occasion of the mid- and end-of-term review.

The Government of the State of Eritrea and the European Commission are finalising a cooperation strategy and the multiannual National Indicative Programme to be financed from the 10th EDF.

The planned strategy for the 10th EDF, which will focus on interventions in the food security and infrastructure area, with complementary activities for the accountability sector and towards cooperation with non state actors, is in response to the important development challenges in Eritrea.

The human rights situation in Eritrea is a strong concern. The Commissioner responsible for Development and Humanitarian Aid had the opportunity to raise concerns on the situation in Eritrea especially on human rights and notably the individual case of Mr Dawit Isaak with President Isaias, on several occasions and most recently during his visit to Asmara in June 2008. The Commission is also in regular contact with Eritrean opposition and diaspora movements.

Since then a formal dialogue under Article 8 of the Cotonou Agreement has been re-established and suggestions have been made to improve aspects of the EU/Eritrea relationship, including the Commission's cooperation programme, and the governance situation in Eritrea, including the case of the prisoners of conscience and other human rights issues.

The Commission together with the Member States keep the EU policy under review at all times.

The Commission is looking forward to learning the results of Parliament mission to the Horn of Africa, including Eritrea. The members of the fact-finding mission have met the Commission services in preparation of their visit. The members of the mission will also meet with the Commissioner responsible for Development and Humanitarian Aid shortly before their departure.

KYSYMYS NRO 71 Ari Vatanen (H-0745/08)

Aihe: Alkoholien kaukomyynnin kiellon ristiriita EY:n perustamissopimuksen 28 artiklan kanssa

Kaukomyynnin kieltä ja siihen liittyvä rikosoikeudellinen vastuu koskevat sellaista myyntiä, jossa myyjä tai joku hänen lukuunsa toimiva lähettää tai kuljettaa myydyin alkoholin Suomeen. Suomen soveltama tulkintakäytäntö perustuu siihen,

että alkoholin luovuttamisen kuluttajalle katsotaan edellyttävän alkoholin vähittäismyyntilupaa. Tätä lupaa ei lain mukaan voi saada kuin valtion alkoholiyhtiö.

Onko Suomen lainsäädäntö ja lainsäädännön hallinnollinen soveltamiskäytäntö ristiriidassa EY:n perustamissopimuksen 28 artiklan kanssa, kun siinä kielletään toisessa jäsenvaltiossa toimivan myyjän oikeus harjoittaa alkoholin kaukomyyntiä kuluttajalle Suomeen?

Answer

According to the question, the distance selling of alcohol from other Member states to buyers in Finland is restricted, as only the holder of a licence for retail sale can deliver goods to a buyer in Finland, and apparently only the State alcohol monopoly can obtain such a license.

In this context it should be noted that according to a judgement of the European Court of Justice in case C-170/04 Rosengren, a provision in a national law establishing a commercial monopoly, prohibiting private individuals from importing alcoholic beverages directly without personally transporting them, constitutes a quantitative restriction on imports within the meaning of Article 28 EC, which in the particular system of the Swedish monopoly did not seem to be proportionate.

In another case concerning a prohibition on the sale by mail order of medicinal products (C-322/01 DocMorris), the Court of Justice held that a national prohibition on the sale by mail order of medicinal products, the sale of which is restricted to pharmacies in the Member State concerned, is a measure having an effect equivalent to a quantitative restriction prohibited under Article 28 of the EC Treaty.

In the view of the case-law cited above, the ban on distance selling of alcohol in Finland may constitute the infringement of Article 28 EC.

A measure which is held to be contrary to Article 28 of the EC Treaty may however be justified on the grounds of public morality, public policy, public security or protection of health as referred to in Article 30 of the EC Treaty or under the so-called mandatory requirements acknowledged by the Court of Justice. However, the national measure must, in order to be justified, be necessary to achieve the objectives pursued and be proportionate to those objectives.

On the basis of the information available, the Commission can not fully assess the measure at issue.

Ερώτηση αρ. 72 του κ. Γεωργίου Τούσσα (H-0748/08)

Θέμα: Το ναυάγιο του "Sea Diamond" εξακολουθεί να μολύνει τα νερά της Καλντέρας

Δεκαέξι μήνες έχουν περάσει μετά το ναυάγιο του κρουαζιερόπλοιου «Sea Diamond» στη Σαντορίνη και ακόμα δεν υπάρχει ούτε πόρισμα για τους λόγους που οδήγησαν στο ναυάγιο ούτε καταλογισμός ευθυνών, με ευθύνη της ελληνικής κυβέρνησης, του αρμόδιου Υπουργείου Εμπορικής Ναυτιλίας και των αρμόδιων δημόσιων διοικητικών αρχών, κατά της πλοιοκτήτριας εταιρίας "Hellenic Louis Cruises", που ήδη αποζημιώθηκε με 55 εκατομμύρια δολάρια. Το κουφάρι του πλοίου εξακολουθεί να βρίσκεται στο βυθό της Καλντέρας και να μολύνει τα νερά της Σαντορίνης παρά τις έντονες διαμαρτυρίες των κατοίκων και των τοπικών αρχών και τις υποσχέσεις των αρμόδιων ελληνικών αρχών.

Πώς σκοπεύει να συμβάλει η Επιτροπή στην αποκατάσταση του θαλάσσιου περιβάλλοντος του ιστορικού αυτού νησιού, ικανοποιώντας τα αιτήματα κατοίκων και μαζικών φορέων για την ανέλκυση του πλοίου που εξακολουθεί να περιέχει πετρέλαια, λιπαντικά και άλλα τοξικά υγρά; Έχει υπάρξει αντίστοιχο αίτημα από την ελληνική κυβέρνηση;

Answer

During the recent months, the Commission has closely monitored the situation with regard to the Sea Diamond shipwreck off the coast of Santorini, with a view to ensuring that Community legislation is correctly applied. After having examined the relevant provisions of the applicable legislation (i.e. Directive 2004/35/EC⁴⁷ on environmental liability with regard to the prevention and remedying of environmental damage, Directive 2000/60/EC⁴⁸ establishing a framework for Community

⁴⁷ OJ L 143, 30.4.2004

⁴⁸ OJ L 327, 22.12.2000

action in the field of water policy and Directive 2006/12/EC⁴⁹ on waste), the Commission concluded that, given the specific circumstances, it was not possible to establish a breach of the provisions in question. It should be noted that, to date, there is no EC legislation regarding the removal of shipwrecks. The reply given to written question E-1944/08 by Mr Papadimoulis⁵⁰ includes further information in this regard.

However, the Commission has insisted on the need to prevent a significant deterioration to the environment. Following requests for information from the Commission, the Greek authorities indicated that they had taken all necessary measures to avoid pollution, including undertaking a study of the pollution's impact and the continuous monitoring of the affected zone. The study of the Greek Centre of Marine Studies concluded that the effects from the wreck were negligible. Despite that, the Ministry of Mercantile Marine has confirmed that sampling and measuring will continue and that corrective measures will be taken, if required. In parallel, the Ministry has imposed appropriate sanctions.

As regards the rehabilitation actions, there might be a possibility for co-financing within the National Strategic Reference Framework for Greece for the period 2007-2013, which has been approved by the Commission (e.g. the Operational Programme "Environment and Sustainable Development 2007-2013" or the Regional Operational Programme "Crete and Aegean Islands, 2007-2013"). However, the choice of specific actions to be included in these programmes is up to the competent authorities of the Member States, the Commission only verifies the general eligibility criteria and the respect of EU legislation including environmental legislation. In addition, the Operational Programme Environment for the period 2000-2006 co-financed the purchase of 4 oil-recovery ships aiming at the protection of specific protected areas.

Should there be any marine pollution or an imminent threat of such pollution, Greece can request assistance from the Community Civil Protection Mechanism (established by Council Decision 2007/779/EC, Euratom⁵¹). Such assistance may also involve, if so requested by the national authorities, the mobilisation of pollution-response ships contracted by the European Maritime Safety Agency. So far no specific request for assistance has been issued by the Greek authorities.

As regards the EU Solidarity Fund, it should be noted that this instrument is normally limited to major natural disasters and can be activated only upon request of the State concerned if damage exceeds a threshold, defined for Greece as 0.6% of Gross National Income (GNI) (i.e. € 1.066 billion). Damage for which there is an insurance coverage or third party liability may not be compensated.

Vraag nr. 73 van Philip Claeys (H-0754/08)

Betreft: Vrijheid van godsdienst in Turkije

Op 13 augustus 2008 heeft de Alevi Bektasi Federatie een klacht ingediend bij het comité van ministers van de Raad van Europa tegen Turkije vanwege het verplicht religieus onderwijs in de Turkse scholen. Met name heeft Turkije nog steeds geen uitvoering gegeven aan het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens van 9 oktober 2007 waarin dit hof duidelijk stelde dat verplicht religieus onderwijs een schending uitmaakt van artikel 2 van Protocol Nr. 1 bij het Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Hoe beoordeelt de Commissie de niet-uitvoering van dit arrest door Turkije in het licht van de vrijheid van godsdienst? Welke stappen zal de Commissie ondernemen teneinde ervoor te zorgen dat dit arrest wordt uitgevoerd? Tegen welke datum moet dit arrest zijn uitgevoerd? Welke invloed heeft een dergelijke weigering op de lopende onderhandelingen?

Answer

The Commission is aware of the case mentioned by the Honourable Member.

In October 2007, the European Court of Human Rights considered that the religious instruction syllabus in Turkey could not be considered to meet the criteria of objectivity and pluralism necessary in a democratic society. Also, it considered that there was no appropriate method to ensure respect for parents' convictions.

Consequently, the Court requested Turkey to bring its educational system and domestic legislation into conformity with the European Convention on Human Rights.

⁴⁹ OJ L 114, 27.4.2006

⁵⁰ <http://www.europarl.europa.eu/QP-WEB>

⁵¹ OJ L 314, 1.12.2007

Turkey needs to implement the Court's ruling. The Commission follows this process closely and raises the issue in its dialogue with the Turkish authorities at all appropriate levels; furthermore, the issue has been raised in the context of the Turkey 2007 Progress Report.

Turkey needs to secure full respect of the rights and freedoms guaranteed under the European Convention of Human Rights and the case-law of the European Court of Human Rights, including freedom of religion. This is a condition for the country's accession to the European Union.

Ερώτηση αρ. 74 του κ. Κωνσταντίνου Δρούτσα (H-0756/08)

Θέμα: Μόλυνση τάφρου 66 του Δήμου Ειρηνούπολης από τη ρίψη ανεπεξέργαστων εργοστασιακών αποβλήτων

Η ανεξέλεγκτη ρίψη ανεπεξέργαστων εργοστασιακών αποβλήτων στην τάφρο 66 του Δήμου Ειρηνούπολης (Ν. Ημαθίας) προκαλεί σοβαρά περιβαλλοντικά προβλήματα στην περιοχή και την υγεία των κατοίκων. Τα εργοστάσια μεταποίησης ροδάκινου των νομών Ημαθίας και Πέλλας διαθέτουν συστήματα βιολογικού καθαρισμού αλλά δεν τα λειτουργούν, προκειμένου να μειώσουν τα λειτουργικά τους έξοδα, διοχετεύοντας τα απόβλητα στην τάφρο. Η αυθαιρεσία αυτή συνιστά χρόνιο περιβαλλοντικό έγκλημα: τα νεκρά ψάρια ανέρχονται σε χιλιάδες, το νερό της τάφρου μολύνεται και η δυσοσμία είναι αφόρητη. Τα νερά της τάφρου 66 χύνονται στον Αλιάκμονα, πηγή υδροδότησης της πόλης της Θεσσαλονίκης και καταλήγουν στο Δέλτα Αλιάκμονα-Αξιού (περιοχή προστατευόμενη από την Συνθήκη Ραμσάρ) επιβαρύνοντας ακόμη περισσότερο τη μόλυνση του Θερμαϊκού Κόλπου. Επιπλέον, από τα νερά αυτά γίνεται η άρδευση των χωραφιών της ευρύτερης περιοχής με αρνητικές επιπτώσεις στην κτηνοτροφία και μέσω της διατροφικής αλυσίδας στον άνθρωπο και την δημόσια υγεία.

Ερωτάται η Επιτροπή εάν σκοπεύει να λάβει μέτρα για να σταματήσει η μόλυνση της τάφρου 66 από τις βιομηχανικές αυθαιρεσίες, να αποκατασταθεί το φυσικό περιβάλλον στην περιοχή και να προστατευθεί η δημόσια υγεία;

Πώς τοποθετείται η Επιτροπή απέναντι στην συνεχιζόμενη μόλυνση της τάφρου 66 από τις βιομηχανικές αυθαιρεσίες, στην ανάγκη αποκατάστασης του φυσικού περιβάλλοντος στην περιοχή και της προστασίας της δημόσιας υγείας;

Answer

Directive 2008/1/EC⁵² concerning integrated pollution prevention and control (the IPPC Directive, codified version of Directive 1996/61/EC⁵³) lists the categories of industrial activities which fall within its scope. The list includes the treatment and processing intended for the production of food products from vegetable raw materials with a finished product production capacity greater than 300 tonnes per day (average value on a quarterly basis).

Based on the information presented in the question, it is unclear whether the peach processing factories in the prefectures of Imathia and Pellas fall under the scope of the IPPC Directive.

The Commission has already taken action in order to ensure that existing IPPC installations comply with the requirements of the Directive. In May 2008, an infringement procedure under Article 226 of the EC Treaty was initiated against nine Member States, including Greece. On the basis of the information received from the Greek authorities, it appears that at least four installations producing food from vegetable raw material operate in the prefecture of Imathia without an appropriate permit. The Commission is currently assessing the information gathered in relation to installations in Greece and will take all necessary steps, including the continuation of the infringement procedure, to ensure that the IPPC Directive is correctly applied.

As regards the overall water quality of rivers, the Water Framework Directive⁵⁴ obliges Member States to ensure good water quality ('good status') as a rule by 2015. The necessary plans and programmes must be developed by 22 December 2009.

Furthermore, the delta of rivers Axios-Loudias-Aliakmon is a site included in the Natura 2000 network established pursuant to the Habitats Directive 92/43/EEC⁵⁵. The Habitats Directive requires that activities which may lead to a deterioration of the conservation value of the site should be avoided.

⁵² Directive 2008/1/EC of the European Parliament and of the Council of 15 January 2008 concerning integrated pollution prevention and control (Codified version) (Text with EEA relevance), OJ L 24, 29.1.2008.

⁵³ Council Directive 96/61/EC of 24 September 1996 concerning integrated pollution prevention and control, OJ L 257, 10.10.1996.

⁵⁴ Directive 2000/60/EC, OJ L327 of 22.12.2000, as amended.

⁵⁵ OJ L 10, 14.1.1997.

The Commission will request further information from the Greek authorities about the nature of the pollution, in particular the results of measurements of emissions or of the water quality in the vicinity of the plants in question, and about its impact on the above-mentioned Natura 2000 site.

Zapytanie nr 75 skierowane przez Zbigniew Krzysztof Kuźmiuk (H-0759/08)

Przedmiot: Wyrównanie dopłat do hektara w starych i nowych krajach członkowskich

Załącznik 8 projektu rozporządzenia Rady Unii Europejskiej ustanawiającego wspólne zasady dla systemów wsparcia bezpośredniego dla rolników w ramach wspólnej polityki rolnej z 20.5.2008 r. prezentuje pułapy kwot środków finansowych na wspólną politykę rolną w poszczególnych krajach członkowskich do roku 2013 i w latach następnych. Przeliczając kwoty zawarte w tym załączniku na 1 ha użytków rolnych widać olbrzymie zróżnicowanie wsparcia na 1 ha pomiędzy poszczególnymi krajami członkowskimi. W Belgii jest to ok. 489 euro, w Danii ok. 388 euro, w Niemczech ok. 344 euro, we Francji ok. 263 euro, w Anglii ok. 237 euro. W nowych krajach członkowskich są to kwoty znacznie niższe: w Czechach ok. 213 euro, na Węgrzech ok. 227 euro, na Słowacji ok. 200 euro, a w Polsce tylko ok. 187 euro.

W sytuacji, kiedy koszty wytwarzania w nowych i starych krajach bardzo szybko ulegają wyrównaniu, a Komisja proponuje oddzielenie wsparcia finansowego od produkcji utrzymanie takiego zróżnicowania nie ma żadnego merytorycznego uzasadnienia i jest odbierane jako jawna dyskryminacja rolników w nowych krajach członkowskich. Utrzymywanie przez wiele lat takiego zróżnicowania wsparcia oznacza w zasadzie istnienie dwóch wspólnych polityk rolnych.

Co Komisja Europejska zamierza uczynić, aby zlikwidować te dysproporcje?

Answer

The level of decoupled support is determined on the basis of the same principles for the EU-15 and the EU-12, namely fixed reference levels for budgetary outlays and area. In the EU-15 the reference is past production, area and support under the Common Agricultural Policy (CAP) whereas in the EU-12 support levels were agreed in the Accession Treaty taking into account various factors such as recent production levels and the production potential of the Member State.

Due to the fact that historic references were used to determine the payments, direct aid is differentiated not only between EU-12 and EU-15 Member States, but between all Member States as well as between regions and between individual farmers (depending on the model of decoupled payment chosen).

In the Health Check we are proposing to give Member States the possibility to harmonize these differences internally. However, moving towards a harmonization across all Member States would not achieve its intended policy objectives. Direct payments are a tool of income support to farmers, and their level has to be evaluated in relation to the general economic level and developments in the EU Member States.

An alignment of the level of direct payments for all 27 Member States would, on average, boost farm incomes in the EU-12 and lower incomes in the EU-15. This would increase existing divergences in the development of agricultural incomes and incomes in other sectors of the economy. Agricultural incomes in the EU-12 have already grown strongly since EU accession and would surge ahead of other incomes with an EU-wide flat rate payment. In the EU-15, where agricultural incomes are already lagging behind those in other sectors, a flat rate payment would increase this gap.

Furthermore, when the various components of EU expenditure are put into the context of their share of Gross Domestic Product (GDP), it becomes clear that the EU-12 are not disadvantaged compared to the EU-15 with respect to agricultural support. In 2007, direct payments as well as market support were roughly at the same level in EU-12 and EU-15 Member States in terms of share of GDP. Rural development expenditure in the EU-12 was seven times higher than for the EU-15, and structural actions four times higher, when measured as shares of GDP.

These considerations show that flat rate direct payments would not be in line with the purpose of direct payments, which is to provide an adequate level of income support to farmers, because they would distort the relation between incomes in agriculture and in other sectors of the economy in the EU-12 as well as in the EU-15.

Question n° 76 de Jacky Hénin (H-0761/08)

Objet: Les menaces sur la cohésion de la zone Euro

Les derniers développements de la crise financière outre-Atlantique, avec en particulier l'effondrement du dollar par rapport à l'Euro, font courir un danger de mort aux industries à forte valeur ajoutée des Etats membres de la zone Euro. Des centaines de milliers d'emplois qualifiés, voire très qualifiés vont être détruits en zone Euro, du fait du dumping monétaire de la zone dollar. L'acuité et la profondeur de la crise sont telles que la question de la cohésion et de la pérennité de la zone Euro est posée. Seul le coût exorbitant d'une sortie de la zone Euro pour un Etat, maintient la cohésion du système.

Quelles sont les mesures économiques et politiques que compte prendre la Commission pour conjurer le risque à venir d'éclatement de la zone Euro?

Answer

Although the euro zone has been hit by a combination of severe external shocks, the euro has proved to be a powerful shield against them. Unlike in the seventies, these shocks are not amplified by the instability of internal exchange rates and interest rates. The emergency liquidity management by the European Central Bank (ECB) has been a major asset in the current extraordinary juncture. Moreover, no later than in the October ECOFIN Council, all EU ministers have called for a coordinated response to the current shocks, mirroring the Commission's call to strengthen economic governance expressed in its Communication on EMU@10⁵⁶. The Commission has proposed to broaden macroeconomic surveillance to better detect and monitor such divergences within the euro zone. For instance, this could imply a better assessment of competitiveness trends for each euro-zone Member State. In the same Communication, the Commission has called Member States to strengthen the economic governance of the euro zone, both on the domestic and external front, by making better use of the existing framework for economic policy coordination. In particular, domestic policies, given their prominent role, should not be conducted without consideration of their impact on neighbouring euro-zone countries.

Ερώτηση αρ. 77 της κ. Κατερίνας Μπατζελή (H-0764/08)

Θέμα: Έλεγχος γεωργικών επιδοτήσεων στην Ελλάδα

Η Επιτροπή είχε εξαγγείλει την πρόθεσή να περικόψει τις γεωργικές επιδοτήσεις προς την Ελλάδα, λόγω των ελλείψεων που έχουν διαπιστωθεί στο ελεγκτικό σύστημα της χώρας, ενέργεια στην οποία θα προχωρούσε εφόσον η ελληνική κυβέρνηση δεν της παρείχε τα απαραίτητα εχέγγυα και αποδείξεις ότι έχει βελτιώσει τους ελεγκτικούς μηχανισμούς. Επιπλέον, πρόσφατα δημοσιεύματα αναφέρουν ότι το Ελεγκτικό Συμβούλιο διαπίστωσε λάθη και αδιαφανή διαχείριση των ενισχύσεων της ΚΑΠ και του εθνικού αποθέματος δικαιωμάτων, για τα οποία δεν ευθύνονται οι ίδιοι οι γεωργοί.

Σε ποιο στάδιο βρίσκονται οι διαβουλεύσεις της Επιτροπής με την ελληνική κυβέρνηση και η υλοποίηση των δράσεων που απαιτούνται ώστε να μην απειλείται η καταβολή των επιδοτήσεων προς τους έλληνες γεωργούς;

Έχει πραγματοποιηθεί ικανοποιητική πρόοδος στη βελτίωση του ελεγκτικού συστήματος της χώρας, ώστε να μην προχωρήσει η Επιτροπή σε περικοπές των επιδοτήσεων;

Ποιες είναι οι επιπτώσεις στους γεωργούς από τις περικοπές ενισχύσεων που οφείλονται σε λάθη της διοίκησης και σε αδυναμίες του ελεγκτικού συστήματος, για τις οποίες όμως δεν ευθύνονται οι ίδιοι;

Answer

The Greek authorities committed themselves in the context of an action plan established in spring 2006 to set up a new operational Land Parcel Identification System (LPIS) by the end of 2008.

An accurate LPIS is essential to ensure the correct management and control of area-based payments.

By letter of 16 July 2008, a letter was sent to the Greek authorities in view of launching the procedure aimed at suspending part of the payments to Greece for area-based agricultural and rural development aid measures because of continued

⁵⁶ 'EMU@10: successes and challenges after 10 years of Economic and Monetary Union' COM(2008) 238 (final) of 7 May 2008.

shortcomings in its control system, mainly concerning the Land Parcel Identification System (LPIS). The Greek authorities have replied to this letter on 28 August 2008.

An audit mission in September 2008 showed that – despite some progress made – the setting up of this key element is not on schedule.

On this basis, the Commission continues to prepare for the suspension of payments as announced in July 2008.

It has to be stressed that a suspension will apply to the monthly reimbursement made by the Commission to the Greek paying agency. This does not reduce at all the obligation for the Greek authorities to pay to the farmers the amounts which they are entitled to at farmer level.

Question no 78 by Catherine Stihler (H-0766/08)

Subject: The EU and the global financial crisis

We have recently seen unprecedented turmoil in the financial markets. Each day has brought an extraordinary development that would have seemed astonishing just the day before. The US investment bank Lehman Brothers was allowed to go bust while one of the world's largest insurers, AIG, was bailed out. A takeover of the UK's biggest mortgage lender, HBOS, was approved by the government to forestall a run on it by customers. Share prices crashed and then shot up again, and at the time of writing the United States administration is trying to put together a massive 3 trillion dollar rescue package.

Within its areas of competence, what action is the Commission taking to safeguard the interests of EU citizens with regard to the impact of the global financial crisis?

Answer

The Commission is committed to and active in safeguarding the interest of EU citizens both during and after the financial crisis. Citizens need adequate consumer, investor and deposit protection; well-functioning and liquid banking markets able to lend to consumers, homeowners and businesses; and a productive economy based on growing businesses.

With this in mind, the Commission has been active on a large number of issues:

It has helped to establish a clear diagnosis on the roots of the crisis and the measures in order to remedy the weaknesses identified in the financial system. It has developed a Road Map agreed by Economic and Finance Ministers in October 2007 to improve market transparency, valuation, prudential requirements and to address the problems related to credit ratings and other market functioning issues;

The Commission has cooperated with finance ministries and supervisors, notably through the Economic and Finance Committee as well as through the Committees of Supervisors (Committee of European Banking Supervisors, Committee of European Insurance and Occupational Pensions Supervisors and Committee of European Securities Regulators) in order to ensure, as much as possible, concerted actions by Member States and the European Institutions. One important result is the euro area action plan of 12 October 2008 and its extension to the whole European Union. Thereby Member States are guaranteeing banks' funding and the functioning of the interbank market during an interim period, with the aim to restore confidence in financial markets;

The Commission has promptly initiated legislative action in order to improve the existing regulatory framework and has continued to work with the Council and Parliament to find compromises on important initiatives under negotiation:

– Solvency II: the Commission is working to achieve a compromise solution in the negotiations on the proposal. This Directive will modernise the solvency rules for EU insurance companies and strengthen the supervision of cross-border insurance groups.

– Capital Requirements Directive (CRD): The proposal for amendments to the CRD was adopted on 1 October 2008. This initiative covers critical areas, such as large exposures, supervision of cross-border groups, quality of banks' capital and risk management. It will fundamentally strengthen the regulatory framework for EU banks and the financial system.

- Deposit Guarantee Schemes: On 15 October 2008 the Commission made a proposal to revise EU rules on deposit guarantee schemes that puts into action the commitments made by EU Finance Ministers on 7 October 2008 in Luxembourg.
- Accounting: On the basis of a Commission proposal, Member States voted unanimously on 15 October 2008 on changes to accounting regulation including more guidance on fair value and examination of IAS-39 to reclassify financial instruments from the trading book to the banking book.
- Credit Rating Agencies: The Commission is finalising a legislative proposal concerning the conditions for the authorisation, operation and supervision of credit rating agencies in the EU for adoption by the College in early November 2008.
- Derivatives: The Commissioner responsible for Internal Market has announced that he wants to examine closely the derivatives markets and wants a solution in place for the clearing of credit derivatives before the end of the year.
- Future of European supervision: The Commission decided to establish a High Level Group on cross-border supervision in the EU chaired by Jacques de Larosière. The mandate and composition of the group will be published shortly.
- Finally, the Commission is ensuring that the work is internationally coordinated. The Commission is planning a conference with our international partners to reform the global financial system based on the principles of transparency, financial stability, responsibility, integrity and global governance.

Pregunta nº 79 formulada por Mikel Irujo Amezaga (H-0769/08):

Asunto: FSE en Navarra

En la respuesta de la Comisión a la pregunta oral H-0929/07⁵⁷ que formulé respecto a las irregularidades en la gestión del FSE cometidas por el Gobierno de Navarra, la Comisión anunció que solicitaría información suplementaria a diversas autoridades. ¿Ha recibido la Comisión dicha información?

Por otro lado, ¿ha estudiado la Comisión si existe violación de los artículos 32, 34 y 36 del Reglamento (CE) nº 1260/1999⁵⁸? ¿Ha estudiado la Comisión si existe incumplimiento de los requisitos de la Norma nº 1.7 sobre gastos subvencionables del Anexo al Reglamento (CE) nº 1685/2000⁵⁹? Puesto que no existió, con carácter general, un mecanismo de validación y control de las facturas o los justificantes, y en particular de los correspondientes a gastos imputados a diversas operaciones, ¿ha estudiado la Comisión si el artículo 7, apartado 2, del Reglamento (CE) nº 438/2001⁶⁰ fue rigurosamente cumplido por la citada administración? Debo recordar que fue la Cámara de Comptos (Tribunal de Cuentas de Navarra) quien destacó que la Administración Foral carecía de sistemas financieros y de contabilidad que asegurasen que los gastos, pagos e ingresos del FSE eran registrados de forma correcta y por separado.

Answer

As indicated in the reply to the written question P-0619/08 of the Honourable Member concerning the report of the Court of Auditors of the Autonomous Community of Navarra on "Funds received in Navarra from the European Union - Social Fund Area 1997-2003", the Commission asked the Managing Authority of the European Social Fund in Spain (UAFSE) for additional information on the content of the report and on the measures to remedy the irregularities detected by the Court of Auditors of Navarra.

The Commission underlines that the government of Navarra has withdrawn the amounts considered as non eligible for ESF part-financing corresponding to the controls performed under article 10 of Regulation (CE) 438/01 mentioned in the report of the Court of Auditors of the Autonomous Community of Navarra. Furthermore, UAFSE has informed the Commission that the Government of Navarra has already taken measures to improve the management of ESF in line with the conclusions and recommendations of the findings of the Court of Auditors of the Autonomous Community of Navarra. UAFSE has also underlined that the verifications carried out in the context of the UAFSE's annual control plan showed that the remedial measures were being applied.

⁵⁷ Respuesta escrita de 11.12.2007.

⁵⁸ DO L 161 de 26.6.1999, p. 1.

⁵⁹ DO L 193 de 29.7.2000, p. 39.

⁶⁰ DO L 63 de 3.3.2001, p. 21.

However, in order to confirm whether Spain has taken the appropriate measures, the Commission has asked UAFSE to receive copy of the report on the verifications carried out by UAFSE as well as all the reports of the Regional Control Authority on the ESF in Navarre.

Lastly, the European Anti-Fraud Office (OLAF) has decided to open a monitoring case. The Commission recalls that OLAF has to ensure that economic operators are not being controlled by both the Commission and Member States' authorities at the same time on the basis of the same facts according to Community sectoral regulations or national legislation and therefore can open monitoring cases to follow national ongoing action.

Question no 80 by Carl Schlyter (H-0770/08)

Subject: New research concerning bisphenols

On 16 September 2008, new research (JAMA study) concerning bisphenol A was published showing that this substance can cause diabetes and heart damage. Bisphenol A is, inter alia, a key monomer in the production of polycarbonate plastic and epoxy resins. Polycarbonate plastic is used to make a variety of common products including baby and water bottles. Epoxy resins are used, inter alia as coatings on the inside of almost all food and beverage cans. New restrictions are currently to be imposed under Directive 76/769/EEC⁶¹ in codecision. This Directive will be repealed by REACH on 1 June 2009. It will be practically impossible to prepare and conclude a co-decision process from now until the end of the legislature. Thus, there is currently a legislative paralysis at EU level with regard to the possibility of adopting new restrictions. Temporary national bans could possibly fill the gap.

Will the Commission ask its scientific committee to review its opinion on bisphenol A based on the new research?

Would a national ban be in accordance with EU-legislation, in particular considering the temporary incapacity of the EU to propose restrictions on substances that are not yet restricted?

Answer

The Commission is aware of recent research into the possible effects of Bisphenol A on human health. The use of substances in baby and water bottles is regulated by Commission Directive 2002/72/EC relating to plastic materials and articles intended to come into contact with foodstuffs⁶², which sets a migration limit for Bisphenol A of 0.6 mg/kg food based on the risk assessment performed by the European Food Safety Authority (EFSA) in 2006. Following a request from the Commission, EFSA has confirmed the tolerable daily intake for Bisphenol A in its statement from 23 July 2008 taking note of the Canadian government's recent Draft Screening Assessment and the US National Toxicology Program's draft brief. In addition EFSA is asked to assess the relevance and implications of the recently published studies in the Journal of the American Medical Association⁶³. At this moment the Commission is of the opinion, on the basis of current scientific knowledge, that the migration limit is sufficient to protect the consumer from possible risks to health originating from Bisphenol A. Epoxy resins coating food and beverage cans are covered by national legislation.

Restrictions for other uses would indeed have to be adopted in the framework of Directive 76/769/EEC, which will be repealed and replaced by Title VIII and Annex XVII of REACH as of 1 June 2009. Currently, Directive 76/769/EEC does not contain any restrictions on Bisphenol A. A comprehensive risk assessment performed in the framework of Regulation (EEC) 793/93 was published in 2003 on the website of the European Chemicals Bureau, and an updated assessment was published in April 2008⁶⁴. The conclusions are that with regard to consumers there is no need for risk reductions measures beyond those already applied, but that there is a need for limiting the risks to worker involved in the manufacture of Bisphenol A, the manufacture of epoxy resins and in all occupational exposure scenarios where there is the potential for skin contact with high concentrations of Bisphenol A. As the risk assessment and the risk reduction strategy were not formally adopted under Council Regulation 793/93 (EEC), which was repealed on 1 June 2008, the Member State Rapporteur, in accordance with Article 136 (3) of REACH, has to submit all relevant documentation, including the risk assessment, and the strategy for limiting the risks to the European Chemicals Agency before 1 December 2008.

The Commission would like to clarify that there is no temporary incapacity of the EU to propose restrictions for substances that are not yet restricted by Directive 76/769/EEC. Whilst it is correct that pending the repeal of Directive 76/769/EC it is too late to complete a full co-decision procedure for a proposal for new restrictions under the Directive, the

⁶¹ OJ L 262, 27.9.1976, p. 201.

⁶² OJ L 220, 15.8.2002, as last amended by Directive 2008/39/EC, OJ L 63, 7.3.2008.

⁶³ Lang et al. 2008: Journal of the American Medical Association, 300, 1303-1310

⁶⁴ Reports available at: <http://ecb.jrc.ec.europa.eu/esis/index.php?PGM=ora>, EINECS Number 201-245-8

transitional provisions under Article 137 (1) (b) REACH would ensure the follow-up by the Commission of such a proposal, if not yet adopted by 1 June 2009. Rather than preparing national legislation, a Member State can start preparing a restrictions dossier in accordance with Annex XV of REACH, should this be deemed necessary. Following the procedures in REACH, the Member State could then notify its intention to the Agency and submit the Annex XV dossier immediately after entry into force of Title VIII (1 June 2009) in order to initiate the restriction process. Taking into account the deadlines provided in Articles 69 to 73 of REACH the overall time frame would be comparable to a full co-decision procedure.

Vraag nr. 81 van Ivo Belet (H-0774/08)

Betreft: Banenverlies textielsector en EU-globaliseringsfonds

In Belgische textielbedrijven zijn de voorbije weken in totaal meer dan 1000 ontslagen aangekondigd of doorgevoerd (Bekaert textiel: 281, Domo Zwijnaarde: 150, Ralos: 200, UCO: 351, Prado: 182, Beaulieu: 387, ...). Het banenverlies is het gevolg van een combinatie van factoren: de slechte economische conjunctuur en de concurrentie uit lagelonenlanden.

Kan de Commissie meedelen of in dit geval een beroep kan worden gedaan op het EU Globaliseringsfonds voor heropleiding, outplacement en heroriëntering van de getroffen werknemers?

Answer

Article 2(b) of Regulation (EC) No 1927/2006⁶⁵ establishing the European Globalisation Adjustment Fund (EGF) provides for the possibility for the Member States to apply for EGF support in cases where at least 1 000 workers are made redundant over a period of nine months in a specific sector in one region or in two contiguous regions (defined at NUTS II level).

When applying for EGF support, the Member States must establish a link between the redundancies in the sector concerned and major structural changes in world patterns. This can be demonstrated by means of trade statistics indicating a substantial increase of imports into the EU or a rapid decline of the EU market share or by information demonstrating a delocalisation of production outside the EU.

Since the entry into force of the EGF Regulation, the Commission has received and positively assessed six applications for EGF support relating to redundancies in the textiles industry (four from Italy, one from Malta and one from Lithuania).

Training and re-training, outplacement and re-orientation of the workers concerned are active labour market measures that fall within the actions eligible for EGF support as defined in Article 3 of the EGF Regulation.

Interrogazione n. 82 dell'on. Gianluca Susta (H-0776/08)

Oggetto: Caso delle scarpe

In Italia, durante l'ultima settimana di settembre la Guardia di Finanza ha sequestrato 1.700.000 calzature. Le scarpe sequestrate recavano marchi contraffatti, e 84.000 di esse avevano impressa la dicitura ingannevole "made in Italy". In molte è stata trovata in percentuali allarmanti una sostanza cancerogena, il cromo esavalente.

Quale giudizio dà la Commissione del suddetto episodio? Quali misure intende adottare la Commissione per impedire simili episodi che avvantaggiano particolari categorie di imprenditori commerciali a scapito dei consumatori? Quante procedure antidumping sono state aperte dalla Commissione contro la Cina su prodotti tessili e calzature negli ultimi due anni? Non ritiene la Commissione di dover avanzare proposte di modifica del quadro giuridico esistente per rafforzare gli standard qualitativi dei prodotti tessili, calzaturieri, cosmetici e similari importati da paesi terzi, richiedendo altresì la tracciabilità degli stessi?

⁶⁵ OJ L 406, 30.12.2006

Answer

The Commission is collaborating closely with the Presidency, on the establishment of a customs action plan to ensure effective border enforcement of Intellectual Property Rights. This action plan is part of a more global strategy as defined by the Council in its resolution on a comprehensive European anti-counterfeiting plan⁶⁶.

As China is an important source of counterfeited goods, it is considered essential to strengthen customs cooperation with this country. The Commission is therefore also involved in the negotiating of a customs Action plan with China, to combat counterfeit and piracy.

Regarding anti-dumping, the Commission had imposed a definitive anti-dumping duty on imports of certain footwear with uppers of leather originating in the People's Republic of China and Vietnam in October 2006 which lasted for 2 years until October 2008. Currently, the Commission is conducting an expiry review of these anti-dumping measures. As to textiles originating in the People's Republic of China no anti-dumping proceedings have been carried out during the last two years.

Concerning the legislative framework and the safety of substances used for the production for clothing and footwear products, there is an obligation to label the fibre composition in textiles and clothing products placed in the EU market and to label materials used in footwear⁶⁷. In addition, any textile or footwear product circulating in the EU have obviously to comply with the chemical legislation, in particular, with the provisions of the Limitations Directive⁶⁸, relating to restrictions on the marketing and use of certain dangerous substances and preparations. The Commission has urgently contacted the Italian authorities asking them for detailed information on the actual chromium content in the shoes seized.

It is important to note that whilst the current legal framework is considered adequate, both customs controls before goods are released for free circulation into the EU as well as market surveillance of products which are already in the market, are the sole responsibility of the Member States. Nonetheless, the Commission facilitates Member State efforts in both areas through a variety of activities, ranging from ensuring the operation of the RAPEX system (EU rapid alert system for dangerous consumer products established under the General Product Safety Directive⁶⁹) to training for enforcement officials and to financially supporting joint market surveillance actions.

Regarding cosmetics, the Cosmetics Directive⁷⁰ provides the safety requirements applicable for cosmetic product placed on the Community market, and this whatever its origin. In this field too, the Commission is supporting the coordination between Member States authorities for market surveillance and in particular at the borders controls.

Spørgsmål nr. 83 af Karin Riis-Jørgensen (H-0777/08)

Om: Statsgaranti til irske banker

Den irske regering besluttede i denne uge med en hastelov at give statsgaranti til seks irsk ejede banker. Dette må formodes at give disse banker en fordel overfor udenlandsk ejede konkurrenter, som ikke er omfattet af garantien, og som nu kan se deres kunder forsvinde til irske banker, som kan yde dem en større indskydergaranti med staten i ryggen.

Er der tale om konkurrenceforvridning, når den irske stat begunstiger nationalt ejede banker i forhold til udenlandske?

Answer

In view of the current situation in financial markets, the Commission shares Member States' concern to ensure financial stability and fully understands the need to take appropriate action.

This need was recognised in the Economic and Financial Affairs Council (ECOFIN) meeting of 7 October 2008, where the Ministers of Finance acknowledged the following principles:

- Interventions should be timely and the support should in principle be temporary;
- The interests of taxpayers should be safeguarded;

⁶⁶ OJ C 253, 4.10.2008.

⁶⁷ Directive 96/74/EC, OJ L 32, 3.02.1997 & Corrigendum OJ L 5, 10.01.2006; Directive 96/73/EC, OJ L 32, 3.02.1997; Directive 73/44/EEC, OJ L 83, 30.03.1997; Directive 94/11/EC, OJ L 100, 19.04.1994 & Corrigendum OJ L 47, 24.02.1996

⁶⁸ Directive 76/769/EEC, OJ L 262, 27.09.1976

⁶⁹ Directive 2001/95/EC, OJ L 11, 15.01.2002

⁷⁰ Council Directive 76/768/EEC, OJ L 262, 27.09.1976

- Existing shareholders should bear the due consequences of the intervention;
- The government should be in a position to bring about a change of management;
- The management should not retain undue benefits – governments may have inter alia the power to intervene in remuneration;
- Legitimate interest of competitors must be protected, in particular through the State aid rules;
- Negative spill-over effects should be avoided.

In order to achieve this objective without jeopardising the internal market, national measures must be well designed, necessary and proportionate to the challenge faced, and they must avoid harmful spill-over effects on competitors, and other Member States.

On 14 October 2008, the Commission issued guidance on the application of State aid rules to measures taken in relation to financial institutions in the context of the current global financial crisis. This will permit rapid assessment of the State aid compatibility of national recapitalisation or guarantee schemes, and of individual cases in which such schemes are applied.

The Commission has been in close contact with the Irish authorities on this case, in order that concerns about discrimination and a lack of appropriate limits and controls can be put aside. The Irish measures are now in line with the guidance issued by the Commission and consistent with the coordinated European response to the financial crisis agreed at the 7 October 2008 ECOFIN and the 12 October 2008 Eurogroup meeting and they have been approved by the Commission on 13 October 2008.

The case confirms the value of prior contact and ongoing dialogue with the Commission in order to design, from the beginning, schemes that can achieve their objective of preserving financial stability while also preserving a fair level playing field for other banks and Member States.

Ερώτηση αρ. 84 της κ. Ρόδης Κράτσα-Τσαγκαροπούλου (H-0779/08)

Θέμα: Ιατρικοί έλεγχοι κατά την είσοδο και διαμονή μεταναστών σε έδαφος της ΕΕ

Σύμφωνα με την έκθεση «Υγεία και Μετανάστευση στην ΕΕ» της Πορτογαλικής Προεδρίας (2ο εξάμηνο 2007), οι μετανάστες και οι πρόσφυγες που φτάνουν στην ΕΕ εμφανίζουν σε υψηλότερο ποσοστό ασθένειες, μεταδοτικές ή μη, που είτε τις φέρουν μαζί τους από τις χώρες προέλευσης, είτε τις αναπτύσσουν αργότερα λόγω της ξαφνικής αλλαγής περιβάλλοντος ή των δυσμενών συνθηκών ζωής στις χώρες υποδοχής.

Με βάση τα δεδομένα αυτά καθώς και τα από Δεκεμβρίου 2007 συμπεράσματα του Συμβουλίου και με αφορμή την ανησυχία των τοπικών πληθυσμών για τη δημόσια υγεία σε περιοχές που δέχονται κύματα λαθρομετανάστευσης.

Ερωτάται η Επιτροπή: Ποιες από τις προτάσεις της Πορτογαλικής Προεδρίας εφαρμόστηκαν; Ποιες είναι υπό εξέταση; Ποια η κατάσταση στις χώρες της ΕΕ σήμερα και ποιες δράσεις αναπτύσσονται ή σχεδιάζονται στην ΕΕ σχετικά με το θέμα των ελέγχων και της αντιμετώπισης ασθενειών κατά, αλλά και μετά, την είσοδό τους στις χώρες υποδοχής; Τι προβλέπεται ή σχεδιάζεται για την προστασία της υγείας όσων εργάζονται σε χώρους φιλοξενίας μεταναστών;

Réponse

La Commission a examiné très attentivement les conclusions importantes sur la santé et de la migration dans l'UE sous la présidence portugaise et continue de collaborer étroitement avec les Etats membres dans son suivi.

Dans le cadre du renouvellement de l'agenda social et dans la stratégie communautaire en matière de la santé, la Commission a annoncé son intention de présenter une communication sur la lutte contre les inégalités en matière de santé où les besoins sanitaires des migrants et autres groupes vulnérables seront une considération importante.

Concernant l'entrée, le Code Frontières Schengen prévoit qu'un ressortissant d'un pays tiers peut entrer si (entre autres) il n'est pas considéré comme constituant une menace pour la santé publique.

Concernant le séjour légal des ressortissants de pays tiers, toutes les directives existantes contiennent des dispositions selon lesquelles les Etats membres peuvent refuser l'admission des ressortissants de pays tiers sur leur territoire pour raison de santé publique. A noter qu'il appartient aux Etats membres de définir la notion de "santé publique".

Pour les demandeurs d'asile, les Etats membres ont l'obligation de faire que ces personnes reçoivent les soins médicaux nécessaires. De même, pour les ressortissants de pays tiers accordés un statut de protection internationale. En plus, les Etats membres peuvent prévoir que les demandeurs d'asile sont soumis à un examen médical pour des motifs de santé publique.

En ce qui concerne l'immigration illégale, l'approche consiste à prévoir "des soins de santé nécessaires" (ce qui est quelque part entre les soins de santé d'urgence et le plein accès à tous les soins de santé).

10-23La Commission tient enfin à rappeler l'honorable parlementaire que ces questions doivent être traitées dans le plein respect des droits fondamentaux, notamment de l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux, qui prévoit que toute personne a le droit de bénéficier des soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales.

Pergunta nº 85 do Pedro Guerreiro (H-0782/08)

Assunto: A defesa da produção e do emprego no sector do têxtil e do vestuário em diferentes países que integram a União Europeia

Tendo em conta que a União Europeia e a China acordaram num sistema comum de vigilância relativamente às exportações de certas categorias de produtos têxteis e de vestuário deste país para os países que integram a UE, e face à aproximação da data de 31 de Dezembro de 2008, pergunto à Comissão como pensa evitar, após 2008, a situação ocorrida em 2005, caracterizada pelo crescimento exponencial das importações de têxteis e vestuário oriundas da China? Pensa propor a prorrogação do mecanismo de dupla vigilância para além de 31 de Dezembro de 2008?

Em 2008, quais foram, até ao momento, os aumentos mais significativos de importações para a UE de categorias de têxtil e vestuário em termos totais e oriundas da China e, neste último caso, integradas e não integradas no sistema de dupla vigilância?

Answer

The purpose of the dual monitoring surveillance was to ensure a smooth transition in 2008 in the eight most sensitive categories. The Commission estimates that so far the aim has been achieved. The Commission, while still evaluating the situation, notes that current overall statistics do not suggest any particular disruptive situation in the market. Chinese textiles seem to be absorbed by the EU market as total textiles imports from all suppliers remain stable. This means that as in the past, China's share of EU imports is increasing once the categories are liberalised.

The Commission has been in close contact with all stakeholders and none – apart from a small number of Member States – has called for action. The EU industry has been given extra time to adapt to the new environment and seems to have been overall successful. It does not so far consider that the present situation requires any specific further action. On the other hand, China has also made it clear that it does not consider it appropriate to continue with the dual monitoring surveillance beyond 2008. However both EU and China agree to maintain a smooth development of trade in textiles and should to that end meet within the framework of the China-EU Textiles Dialogue at an early date.

An analysis of the textiles imports in the eight categories under double checking⁷¹ and of the two categories that were subject to agreed growth levels excluded from the dual monitoring⁷², from China and other main suppliers in 2006 and 2007 show that China has increased its import share in value in all ten categories. China was the first supplier either in value or volume or both in five categories in 2007. In 2008 the same trade pattern of shift is maintained and re-enforced, with China strengthening its position as main supplier overall.

The effect of this shift and of the increase of the China factor in the EU textile import equation is mitigated by the fact that the overall EU textile and clothing imports from third countries has increased to a much lesser extent. In 2008, the greatest increases in the ten categories above occurred in imports from China in Categories 5, 26 and 39. Overall imports increases mainly in Categories 5 and 7.

The textiles sector is at the forefront of the Commission attention. The Commission will continue to monitor the market developments on the basis of the actual import statistics and of the customs monitoring.

⁷¹ List of eight categories under dual monitoring surveillance system: Category 4 – T-shirts, Category 5 – pullovers, Category 6 – trousers, Category 7 – shirts, Category 20 – bed linen, Category 26 – dresses, Category 31 – brassieres, Category 115 – flax and ramie yarn.

⁷² Category 2 - cotton fabrics and Category 39 - table and kitchen linen.

Vprašanje št. 86 , ki ga je predložil Mihael Brejc (H-0783/08)

Zadeva: Administrativna sposobnost

Evropska unija daje vsako leto veliko finančne pomoči revnim državam za razvoj gospodarstva in boj proti revščini, te pa je pogosto ne znajo ustrezno izkoristiti. Pogost razlog za neustrezno uporabo teh sredstev je šibka administrativna sposobnost teh držav. Sprašujem, ali se v okviru te pomoči namenljajo posebna sredstva za izboljšanje administrativne sposobnosti držav prejemnic.

Answer

The support to the development of administrative capacity in the partner countries is a major area of work for EC cooperation. It is also a key element of the international commitments on aid effectiveness The Paris Declaration on Aid Effectiveness (2005) and the Ministerial Declaration at the High Level Forum on Aid Effectiveness (Accra Agenda for Action – September 2008).

The Commission's support for the improvement and modernisation of the administrative capacity of the partner countries, currently defined as Technical Cooperation, is mobilized through various channels. Through projects specifically aimed at strengthening local administration. Through technical cooperation components in projects or (sectoral) programmes aimed at wider development results for example in the field of governance or infrastructure. Through sectoral or general budget support. The added value of budget support is that by making use of the partner country's systems at the same time it reinforces the administrative capacity of a partner country rather than creating parallel channels of public service delivery as may be the case for other aid modalities. The improved administration capacity is expected to deliver concrete results: resolve bottlenecks, change incentive structure, improve performance monitoring, adapt distribution of resources etc.

In addition budget support operations always include Technical Cooperation activities aiming directly at the reinforcement of public administration in particular services in charge of public financial management. In many cases the allocation for capacity building is an integral part of the total project/programme/budget support operation: for instance training on road maintenance in an infrastructure programme, capacity support to local government in a decentralisation programme, capacity building to the office of the Auditor General when providing general budget support.

Moreover within the aid effectiveness debate the question of 'how' to support capacity development better is gaining in prominence and attention. The Commission is now changing the way it designs and implements its Technical Cooperation which usually accompanies development programmes. The Backbone Strategy on Reforming Technical Cooperation and Project Implementation Units for External Aid provided by the European Commission⁷³ developed by EuropeAid in July 2008 aims at the provision of quality technical cooperation that supports the development of local and national capacities based on partner demand and focused on sustainable results.

Spørgsmål nr. 87 af Anne E. Jensen (H-0785/08)

Om: Kommissærers forhold ved fratrædelse

Op til mandatperiodens udløb ses det i stigende grad, at kommissærer fratræder før tid. Dette er sket med kommissær Kyprianou, kommissær Frattini og senest kommissær Mandelson. Dette kan ikke være tilfredsstillende for kontinuiteten i Kommissionens arbejde.

Kan Kommissionen oplyse, hvilke betingelser med hensyn til pension, aftrædelsesordning osv. en kommissær har, når vedkommende forlader posten før tid? Gælder der anderledes betingelser i forhold til hvis den pågældende kommissær havde siddet perioden ud?

Answer

A degree of turnover is not unusual for a political organisation such as the Commission. The Commission always seeks to minimise the disruption caused by such changes in the work of the College. The replacement of Commissioners is governed by Article 215 TEC. It is also covered by the Framework Agreement on relations between the European Parliament and the Commission.

⁷³ http://www.cc.cec/dgintranet/europeaid/activities/adm/documents/backbone_strategy_on_tc-pius_final.pdf

Regarding pensions, transitional allowance and other entitlements, the rights for Members of the Commission who leave their posts early do not differ from those if they had completed their term of office.

A Commissioner is entitled to a transitional allowance for a three year period, family allowances, pension from the age of 65 years onwards, survivor's pension, resettlement expenses, travelling expenses, removal expenses upon leaving office.

Former Commissioners leaving office before the age of 63 continue to qualify for cover under the Joint Sickness Insurance Scheme on condition that they are not gainfully employed and cannot be covered by a national sickness insurance system. Commissioners resigning before the end of their term of office would therefore normally not qualify for cover under the Joint Sickness Insurance system.

Ερώτηση αρ. 88 του κ. Αθανασίου Παφίλη (H-0787/08)

Θέμα: Κλήτευση ελλήνων δικηγόρων σε ανάκριση

Έλληνες δικηγόροι κλητεύθηκαν πρόσφατα να καταθέσουν σε ανακριτή της Αθήνας, κατόπιν αιτήματος των γαλλικών αρχών, επειδή επαγγελματικές κάρτες τους βρέθηκαν στην κατοχή φερόμενων μελών της κουρδικής οργάνωσης PKK, που συνελήφθησαν τυχαία στη Γαλλία. Η απαράδεκτη και πρωτοφανής αυτή ενέργεια, που επιχειρεί να μετατρέψει τους δικηγόρους από υπερασπιστές των διωκομένων σε συνεργάτες των διωκτικών αρχών και καταδότες αγωνιστών ή ακόμη και σε ύποπτους για "τρομοκρατικά" αδικήματα, καταδικάστηκε ήδη ομόφωνα από το Δικηγορικό Σύλλογο της Αθήνας και άλλους μαζικούς φορείς της χώρας.

Θεωρεί η Επιτροπή σεβαστή την ελεύθερη άσκηση του δικηγορικού επαγγέλματος και την υποχρέωση επαγγελματικής εχεμύθειας; Σκοπεύει να καταργήσει τη "μαύρη λίστα" των τρομοκρατικών οργανώσεων και τη σχετική "αντιτρομοκρατική" νομοθεσία, που προσβάλλουν βάνανυσα στοιχειώδεις δημοκρατικές ελευθερίες;

Answer

The Commission is strongly committed to fighting terrorism.

Countering terrorism must go hand in hand with respect for human rights, including the right of defence and assistance by a lawyer. The freedom of lawyers to engage in their profession and the principle of professional secrecy must be fully respected.

As regards the so called 'blacklists', the Commission notes that Common Position 2002/402/CFSP concerning Al Qaida and the Taliban and Common Position 2001/931/CFSP concerning other terrorist groups and individuals, were approved in implementation of UN Security Council Resolutions which are binding for Member States in accordance with Article 25 of the UN Charter.

The related 'anti-terrorist' legislation concerns the freezing of assets (Regulations (EC) No 881/2002 and 2580/2001) and has been the subject of a judgement of the Court of Justice of 3 September. The Commission concludes that the Court of Justice found that certain improvements in the designation process are necessary, but that there are no grounds to conclude that asset freezing would be illegal if such improvements are made.

Question no 89 by Laima Liucija Andrikiene (H-0793/08)

Subject: EU priorities concerning Georgia Donors' Conference

What does the Commission plan to achieve at the Georgia Donors' Conference, which will take place in Brussels on 22 October 2008? What EU input is envisaged in the reconstruction and rehabilitation of Georgia? What are the EU priorities and how does the EU plan to implement them? What functions are envisaged for the Commission in the coordination and implementation of the international financial assistance for the rehabilitation and reconstruction of Georgia?

Answer

As mandated by the extraordinary European Council of 1 September 2008 and the General Affairs and External Relations Council of 15 September 2008, the Commission has been working on contributing to providing support to Georgia. In line with this, the Commission has been preparing an Economic Recovery and Stabilisation package and organising the international donors' conference for Georgia in cooperation with the World Bank on 22 October 2008 in Brussels. EU Member States, key international donors, International Financial Institutions as well as international and United Nations (UN) agencies have been invited to attend the donors' conference. The aim of the conference will be to collect pledges from donors to help Georgia address the key challenges it faces after the August 2008 conflict.

At the Conference, the Commission will present its assistance package of up to €500 million covering the period 2008-2010. This package demonstrates the EU's commitment to address needs related to the conflict.

The Commission has identified priorities and is working on identifying projects, in line with the World Bank-UN Joint Needs Assessment Report and the UN Flash Appeal (which is actually included in the Joint Needs Assessment). Commission's priority areas for assistance are on the most immediate needs such as resettlement of internally displaced persons (IDPs); rehabilitation and economic recovery; macro-financial stabilisation; and infrastructure support. Subsequently, Commission have taken contact with the Georgian government and international donor organisations to discuss and coordinate with their plans. The donors' conference will also provide the opportunity to take stock of individual plans and programmes of all the donors, which would then constitute the basis of Commission's future and continuous cooperation with them.
